

T2137-605-8,00 F

le monde Libertaire

ISSN 0026-9433

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°605 JEUDI 6 FÉVRIER 1986 8,00 F

PAUVRETÉ LE TEMPS DES DEMAGOGUES



ANTIMILITARISME

Encore des procès
en vue...

PAGE 5

JAPON

Les Coréens une main
d'œuvre immigrée.

PAGE 7

LÉGISLATIVES

« Gros Cul », ses acolytes
et les autres...

PAGE 12

F°P. 2520

éditions

• AFFICHE

La commission propagande des Relations intérieures de la F.A. vient d'éditer une affiche anti-électorale (42 x 56). Prix : 1,10 F l'unité au-dessus de trente exemplaires. Disponible à la librairie du Monde libertaire.



• AFFICHE



Dans le cadre de la campagne pour l'abrogation des lois scélérates, le groupe Malatesta vient d'éditer une affiche (64 x 90). Prix : 1,20 F l'unité au-dessus de dix exemplaires et 10 F en poster. En vente à la librairie du Monde libertaire.

communiqués

• BOURGOIN-JALLIEU

La liaison F.A. et le Collectif anarchiste organisent une soirée chansons avec Serge Utgé-Royo le 10 février 1986, à 21 h, à la Maison de quartier de Champsleuny à Bourgoin-Jallieu. Entrée : 40 F.

• BORDEAUX

Un groupe d'étudiants F.A. vient de se constituer, il a pris le nom de « Pépin Cadavre » (un des pseudonymes de Brassens dans le « Lib. »). Pour tous contacts, écrire aux relations intérieures qui transmettront.

• CHERBOURG

Le groupe de Cherbourg tiendra désormais ses permanences hebdomadaires le lundi, de 18 h 00 à 19 h 00 au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

• BASTIA

La liaison de Bastia se reconstitue, pour tout contact écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• MELUN

Une liaison est en formation sur Melun. Pour tout contact, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli. fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre Règlement

(la paille au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

débats

• PARIS

La commission propagande des Relations intérieures organise un cycle de cours sur l'anarchisme. Ces cours s'adressent à toutes les personnes souhaitant préciser leur connaissance de la pensée anarchiste.

Chaque mardi, un thème sera abordé : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », « L'organisation anarchiste », « Le mouvement anarchiste en France », « Les anarchistes et la révolution », « Anarchisme et mouvement ouvrier », « Anarchisme et marxisme », « Les anarchistes et l'Etat », « Le fédéralisme anarchiste », « La gestion directe », « Comment lutter aujourd'hui ? ».

Prochain cours : « Anarchisme et marxisme », par Stéphane Carel, mardi 11 février, à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e.

• NORD/PAS-DE-CALAIS

Meetings libertaires : « Mars 1986 : quelle alternative au vote ? ».

A Boulogne : samedi 8 février, 14 h 30, au Coliséum, rue Ernest-Hamy, Boulogne-sur-Mer.

A Lille : samedi 15 février, à la M.J.C. de Fives ; meeting, débats, expos, vidéos à partir de 14 h. Concert rock à 18 h.

• TOULON

Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'études et de culture libertaire organisent une Quinzaine du cinéma libertaire, du 5 au 18 février, au cinéma Utopia à Toulon. Au programme : « La Cécilia », « L'Ombre rouge », « Viva la muerte », « La Cousine Angelica », etc.

Vendredi 7 février, 20 h 30, rencontre-débat : « De La Cécilia à Solliès-Pony (Var) : des colonies libertaires », avec René Gieure.

Vendredi 14 février, 20 h 30, projection du film « Ecoutez May Picqueray », suivi d'une rencontre-débat avec Bernard Baisat. (Buvette, table de presse...) Pour tout contact, tél. : 94.62.39.13.

• LONGJUMEAU

Le groupe Commune-Libertaire (Fresnes-Antony) tiendra une table de presse et interviendra à une Soirée de la fraternité contre le racisme, samedi 1^{er} février, à 21 h, stade de Longjumeau, gymnase Nicolas, 5, rue Léontine-Sohier.

• GARD

Le Cercle d'études libertaires organise une réunion « Racisme et luttes antiracistes », mercredi 5 février, à 20 h 30, au local du groupe : A.G.D.I.R., 16, rue des Orangers, 30000 Nîmes. Invitation cordiale aux sympathisants.

• POITIERS

Le groupe Berkman vous invite à une réunion publique autour du thème « Les anarchistes et les élections » le 18 février à 20 h 30, salle Thimbault, Maison du Peuple, rue Saint-Paul, Poitiers.

• RENNES

Le groupe de Rennes lance une campagne sur la gestion directe. Face à la meute des politicards, les anarchistes ont aussi leur mot à dire sur les élections et surtout des idées nouvelles à proposer.

L'aboutissement de cette campagne sera la tenue d'un meeting à la Maison de quartier de Villejean, à Rennes, le mardi 4 mars.

Nous appelons en outre tous les sympathisants anarchistes à nous aider dans cette action. Contacts : le mardi soir à la M.J.C. de Rennes-centre, 9, rue La Paillette ; ou au C.P.C.L., 56, rue Poullaen-Duparc, Rennes.

sommaire

PAGE 2 : Information des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Editorial, Le consensus des enfoirés mondains, Au diable, les moralisateurs ! — PAGE 4 : En Bref, Modernité et imprimerie, Education nationale — PAGE 5 : Un insoumis dans la ligne de mire, Presse et caserne, Mon insoumission — PAGE 6 : Amour et barbelé, Pays basque : faits divers, Dernière minute, Télévision — PAGE 7 : La discrimination des Coréens au Japon — PAGE 8 : Les Indiens en Guyane française, Les Indiens du Brésil — PAGE 9 : Occupation de Molesworth, Répression à la prison de Marion, Procès d'un insoumis, Communiqué — PAGE 10 : 1918, la répression anti-anarchiste en U.R.S.S. — PAGE 11 : Programme de Radio-Libertaire, Note de lecture, Musique, Théâtre — PAGE 12 : La campagne électorale est ouverte.

ABONNEZ-VOUS !
SOUSCRIVEZ...

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : 805.34.08

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPE

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente maritime : Marenes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Hérault : Béziers — Ille-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Saint-Etienne — Haute-Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Fiers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Haute-Saône : Gray — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia — Côtes-du-Nord : Saint-Brieux — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Rouet — Finistère : Quimper — Haute-Garonne : liaison Nord Haute-Garonne — Hérault : Montpellier — Ille-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai, Dunkerque — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Tarn : Albi — Sarthe : Le Mans — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Châtelleraut — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPE

Paris : quatorze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes.

• LIAISONS

Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

liste des permanences des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1^{er} : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1^{er} lundi du mois.

Groupe « Varlin », Paris 15^e : permanences le vendredi, de 19 h à 20 h au métro Saint-Michel, et le mercredi, de 17 h 30 à 18 h 30 au métro Convention.

Groupe « Louise-Michel », Paris 18^e : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Groupe « Voline », Paris 20^e : permanences les jeudis, de 18 h 30 à 19 h 30, au métro Belleville et/ou Pyrénées.

BANLIEUE

• Seine-et-Marne

Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emile, 77500 Chelles.

• Hauts-de-Seine

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.

• Val-d'Oise

Groupe « Kropotkine » d'Argenteuil : permanences les 2^e et 4^e samedis du mois, de 15 h à 18 h 30, au local de l'A.P.K., 32, rue Ary-Sheffer (au fond du chemin, à droite), 95100 Argenteuil.

• Val-de-Marne

Groupe Villejuif-Vitry : permanences tous les 1^{er} et 3^e dimanches de chaque mois, de 15 h à 17 h, à la salle Gérard-Philippe, 2, rue Louise-Aglab-Cretté, Vitry.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e

Directeur de publication : Maurice Joyeux

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e

Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977

Route 205 — Publi Routage

Diffusion SAEM Transport Presse

M

édiatique
ral du S
estime q
multipli
d'héberge
populaire
réponse
mène qui
précarité
des cent
sonnes ».

qu'appau

M. Pag

aux cau

nomène

système c

de classe

lutte con

exploités

et les cl

Pagat pro

discours

Mendès-F

au pays »

compte la

« Il nous j

cette divis

nous voyo

tout n'ob

de classe

mes habit

une classe

bles, priv

monopolis

fiés et bie

avec le pat

marges de

pour lesq

d'emploi

temps. »

Bon sar

sûr. Les v

bles, les n

structurati

d'usines,

liste des li

leurs stat

syndiqués

On po

commentai

remarquer,

pour diffu

L A co

te : de

existen

vision. L'i

gratuiteme

taire et gén

Cette ca

che, l'ex-f

toutefois u

laquelle, et

possible de

ciation choi

secteur asso

en les accr

élections, n

très drôle

messe de la

au vu de

Séduisan

tellement in

sont engou

jolies crava

poste toute

relles et bor

pération est

de marché,

ardents pro

POU

Au diable les moralisateurs !

M. PAGAT vient de lancer un pavé (publicitaire) dans la mare médiatique. Le secrétaire général du Syndicat des chômeurs estime que « ce n'est pas en multipliant partout les centres d'hébergement et les soupes populaires que l'on apporte une réponse valable à un phénomène qui fait basculer dans la précarité ou l'exclusion sociale des centaines de milliers de personnes ». Nous ne pouvons qu'applaudir.

M. Pagat s'en prend-il alors aux causes de ce « phénomène », c'est-à-dire au système capitaliste, à la société de classes ? En appelle-t-il à une lutte commune de tous les exploités — ceux qui travaillent et les chômeurs ? Non, M. Pagat proclame que « c'est un discours à la Churchill ou à la Mendès-France qu'il faut tenir au pays ». Et il reprend à son compte la thèse d'André Gorz : « Il nous faut être conscient que cette division de la société que nous voyons prendre corps partout n'obéit plus aux analyses de classe auxquelles nous sommes habitués. Nous y voyons une classe de travailleurs stables, privilégiés et syndiqués, monopoliser les emplois qualifiés et bien payés et, en accord avec le patronat, rejeter dans les marges de la société tous ceux pour lesquels il n'y a plus d'emplois permanents et à plein temps. »

Bon sang ! mais c'est bien sûr. Les voilà donc les coupables, les responsables des restructurations, des fermetures d'usines, ceux qui dressent la liste des licenciés : « les travailleurs stables, privilégiés et syndiqués » !

On pourrait penser que l'ineptie du propos rend tout commentaire superflu. Il faut remarquer, tout de même, que pour diffuser cette prose Pagat

s'est offert une page du *Monde*, ce qui n'est pas donné. D'autre part, la thèse qu'il propage s'insère parfaitement dans une vaste entreprise idéologique destinée à culpabiliser la classe ouvrière.

On en est confondu...

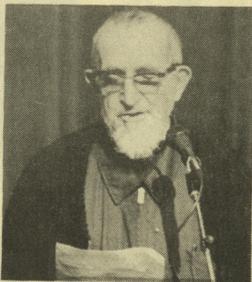
Le discours de MM. Gorz et Pagat rejoint celui d'Edmond Maire sur les « nouvelles solidarités », le « partage » du travail et la flexibilité. Il porte les stigmates du social-cléricalisme, dernier avatar de la social-démocratie en cette fin de XX^e siècle.

Mais il existe bien d'autres vecteurs capables de diffuser l'intoxication, par exemple certaines tendances « tiers-mondistes » vous expliquant que c'est « toutes classes confondues » que les pays industriels tirent profit de l'exploitation des pays pauvres. Sans être affreusement myope on pourrait donc « confondre » les smicards, les O.S. de l'automobile, les mineurs de Lorraine, les fondeurs d'aciérie, le peuple des H.L.M. avec MM. Dassault, Seydoux, Riboud, le baron Empain, la population des hôtels particuliers de Neuilly-sur-Seine, et on en oublie.

La côte de veau accusatrice

Et les ouvriers — toujours eux, surtout eux — sont d'autant plus des salauds qu'ils se goinfrent au détriment du tiers monde. En janvier 1982, Terre des Hommes et Frères des Hommes, avec le concours gracieux d'Antenne 2, avaient orchestré pendant toute une semaine une étrange campagne de « sensibilisation » destinée à nous prouver que nous étions responsables de la misère du

monde... parce que nous mangions trop de viande ! Les reporters d'Antenne 2, accompagnés d'une diététicienne, s'il vous plaît, s'étaient rendus dans une H.L.M. de Lille pour voir ce qui mijotait dans les cocottes, et ils avaient trouvé la pièce à conviction pour étayer leurs accusations : une côte de veau dans l'assiette d'une modeste employée lilloise. Ils n'avaient pas promené leurs caméras, remarquez-le, chez Maxim's ou les Frères Trois Gros, ni dans les cuisines des maisons bourgeoises.



Les « arguments » développés sont encore copiorités aujourd'hui. Mais c'est également le souci de notre santé qui anime ces braves gens : les ouvriers se bouchent les artères en mangeant trop de bidoche. Il vaudrait mieux, c'est sûr, en revenir à la situation d'il y a cinquante ans quand on mourrait à vingt ans de la tuberculose dans les familles les plus pauvres victimes de malnutrition... Nous noterons, en tous cas, que ce n'est pas par la révolution sociale, comme nous l'avions longtemps cru, que nous changerons le monde, mais par la... diététique !

Le pelé, le galeux

Il en est d'autres qui vous expliquent que les travailleurs

Editorial

A H, les catastrophes ! Et en direct, à la télé, en plus ! Ça c'est fort ! Ils étaient donc sept candidats au sacrifice pour la bonne cause de la patrie de l'oncle Sam. Et tout le monde de s'appitoyer. Et la propagande continue : on nous montre à la télé des bons citoyens éclatant en sanglots, tout en déclarant qu'il faut quand même continuer les expériences.

Mais quelles expériences ? Des expériences qui, pour l'essentiel, restent secrètes parce que militaires ! Il y a de par le monde environ cinquante millions de personnes qui meurent de faim chaque année. Mais la télé n'est pas là en direct à ce moment-là. Et puis, ce sont des morts qui ne coûtent rien à l'Etat, au contraire même ça débarrasse, tandis que la navette spatiale... et ses enjeux !

On meurt de faim aussi aux Etats-Unis où la fameuse relance économique semble bien à bout de souffle après seulement trois années d'« indices favorables ». Jamais les soupes populaires n'avaient été aussi fréquentées. Et Coluche, continuant de se prendre pour le représentant du Français moyen, en vient maintenant à remplacer l'abbé Pierre et Patrick Sabatier à la fois : Ariane peut bien se casser la figure, s'il y a des gens qui ont faim, on fait la charité ! Est-ce nécessaire de dire que cela ne résout pas le problème ?

Tout cela n'est qu'un exemple de plus de l'intoxe organisée par les grands médias au service des pouvoirs politiques et financiers, et ce ne sont certainement pas les futures chaînes de télévision qui vont arranger les choses ! Nous devons donc dans l'avenir nous battre plus que jamais pour des médias libres de diffuser une contre-information s'opposant à l'endoctrinement des exploités. Nous devons nous battre contre la transformation de la culture en produits de consommation, contre la transformation des événements en propagande moutonnaire.

peuvent être aussi des exploités. L'écolo pas rigolo Brice Lalonde, candidat à Lyon (et qui trouve Barre bien sympa) l'a bien dit : il existe même des ouvriers qui exploitent leurs patrons...

Comme le pelé, le galeux de la fable, ces prolos sont responsables de tous les maux. Ainsi la pollution : tant que la baignole était réservée à une élite, ça gazait si l'on ose dire. Aujourd'hui, à cause de cette satanée « société de consommation », le bas peuple achète des véhicules (souvent d'occasion, donc dangereux et mal réglés) avec la prétention de sortir le dimanche ses mômes des Z.U.P. bétonnées. Alors ça pue

et ça pollue, et par dessus le marché en brûlant de l'essence ils exploitent un peu plus le tiers monde. Ça ne peut plus durer, c'est bien pourquoi l'estimable René Dumont propose de porter le prix du super à 15 francs. Ça ne gênera pas les milliardaires, bien sûr. Au contraire, ils trouveront les routes bien dégagées pour leurs puissantes machines. Comme il y a soixante ans !

Arrêtons-nous là... Et au diable tous ces moralisateurs qui veulent nous culpabiliser. Oh, pardon, ils ne peuvent pas aller au diable car, bien souvent, ils sont dégoulinants d'eau bénite !

S. BASSON

Le consensus des enfoirés mondains

L A cohabitation entre la peste et le choléra existe : elle s'appelle les Restaurants du cœur. Elle existe en ce moment même à la radio et à la télévision. L'idée est simple et connue de tous : nourrir gratuitement les plus défavorisés grâce à l'aide volontaire et généreuse des chers z'auditeurs nantis et repus.

Cette campagne menée tambour battant par Coluche, l'ex-fou du roi, devenu le Triboulet du pauvre, a toutefois un autre objectif : promulguer une loi par laquelle, et toujours volontairement, il serait désormais possible de verser une partie de ses impôts à une association choisie par le redevable. Objectif : dynamiser le secteur associatif en contournant les aides de l'Etat ou en les accroissant. Aidé en cela par la proximité des élections, notre amuseur — qui par ailleurs est souvent très drôle — incite au chantage politique : pas de promesse de la part de l'éligible de participer une fois élu au vote de la loi ; pas de voix pour lui.

Séduisant. Séduisant certes, mais un peu immature, tellement immature même que les gentils candidats se sont engouffrés dans la brèche. A grand renfort de jolies cravates, ils sont venus parader et causer dans le poste toutes tendances confondues. Au revoir les querelles et bonjour les faux-cherches. La tentative de récupération est patente. Tous ces tâcherons de l'économie de marché, bouillonnants défenseurs de nos libertés, ardents prosélytes de la libre concurrence vinrent verser

un peu de sous et des larmes de crocodiles sous la chaleur des sunlights, costumes bon-faiseur et sourire de



circonstance. Comme l'a bien noté *Libération* : « après avoir traîné les politiciens dans la merde, il (Coluche) les fait manger dans sa main... », et pour cause : le 16 mars, c'est bientôt !

Ce que semble oublier Coluche, ou du moins il ne le dit pas bien fort, et peut-être hors antenne, c'est que la pauvreté qu'il veut combattre est de l'entière responsabilité des gens qu'il invite. Ce sont eux, ces décideurs-là qui par leur politique ont créé la misère sociale ; ceux-là même qui caressent Coluche d'une main, le frapperont de l'autre dès qu'il poussera un peu le bouchon. C'est-à-dire dès que leur pouvoir sera directement menacé, quand les institutions seront directement mises en cause ou quand des solutions plus radicales que l'assistantanat seront suggérées et appliquées. Telles sont les limites de l'illusion médiatique. Les libertaires ne peuvent s'en contenter. S'attacher à résoudre un effet sans chercher à supprimer la cause, c'est se condamner à l'échec. C'est se battre contre des moulins à vent. L'acte libertaire y est hostile.

Après le préchi-précha démodé de l'abbé Pierre, les coincés quelque part de l'Armée du Salut et les chiffonniers d'Emmaüs, c'est à cette nouvelle candeur naïve qu'on nous convie à nous associer. Allez Coluche, on t'aime bien quand même et puis... on est tous frères, n'est-ce pas ?

JEAN-PIERRE GAULT

POUR ASSURER L'INDEPENDANCE DU « MONDE LIBERTAIRE », SOUSCRIVEZ...

ÉDUCATION NATIONALE

Derrière les discours : la réalité !

DES discours remarquables proclamaient l'ambition du ministère de l'Éducation nationale de faire passer le nombre des bacheliers de deux cent cinquante mille actuellement à quatre cents mille d'ici l'an 2000.

Pour cela, on devait se doter de nouveaux moyens : création de cent à deux cents lycées supplémentaires et emploi de près de soixante mille enseignants d'ici la fin du siècle. L'enseignement professionnel ne devait pas rester en rade puisqu'il était question aussi de le revaloriser. Toutes ces mesures devaient

permettre, d'une part d'augmenter le niveau « scolaire » de la population, d'autre part de sortir des gens qualifiés qui devaient pouvoir s'intégrer dans la structure industrielle.

La réalité d'aujourd'hui nous montre que les actions du ministère ne vont pas dans ce sens. Un peu partout en France, les lycées voient leurs moyens diminuer et même être supprimés ; ce sont plusieurs dizaines de postes d'enseignants qui disparaissent en même temps que les sections concernées.

C'est ainsi que le lycée de Granville, un parmi d'autres,

voit sa section F.1 (baccalauréat mécanique) disparaître et une partie du L.E.P. sanctionnée par la disparition de certaines formations, cela malgré la mise en place d'un projet de rénovation pédagogique. Sur ce dernier point, il est possible que les technocrates de l'académie de Caen reviennent sur leur position.

Quant à la section F.1, il n'en est pas question. Voici donc une section condamnée alors que la mécanique appartient toujours au domaine des technologies importantes pour l'économie.

Devant cette situation, les enseignants se sont mis en grève le lundi 20 et vendredi 21 janvier afin de protester contre ces décisions qui ne tenaient absolument pas compte des réalités du lycée et de la région. Les parents d'élèves, solidaires de cette action car comprenant que l'avenir des élèves était en jeu, ont décidé de retirer ceux-ci du lycée le vendredi 24 janvier et se sont associés en délégation aux enseignants pour se rendre au rectorat où se tenait une commission consultative qui devait étudier notamment ce problème. Sur les lieux, étaient présents d'autres délégations représentant d'autres lycées touchés par le même problème.

Les technocrates pensent en chiffres, à savoir rendre le plus rentable possible l'enseignement afin de rendre compatible le budget dont ils ont la charge avec la mission de l'enseignement. Les suppressions de postes et de sections à Granville les obligent à augmenter les effectifs des classes qui se trouvent ailleurs (d'où une qualité moindre de l'enseignement). En province, aller au lycée signifie aussi des déplacements de population tous les week-ends et donc la gestion d'internats, autrement dit des problèmes humains qui deviennent aigus. Le choix des formations n'en est plus vraiment un car, devant les distances à parcourir pour se rendre au lycée, les élèves préféreront s'orienter vers d'autres formations qui ne sont pas celles auxquelles ils aspirent.

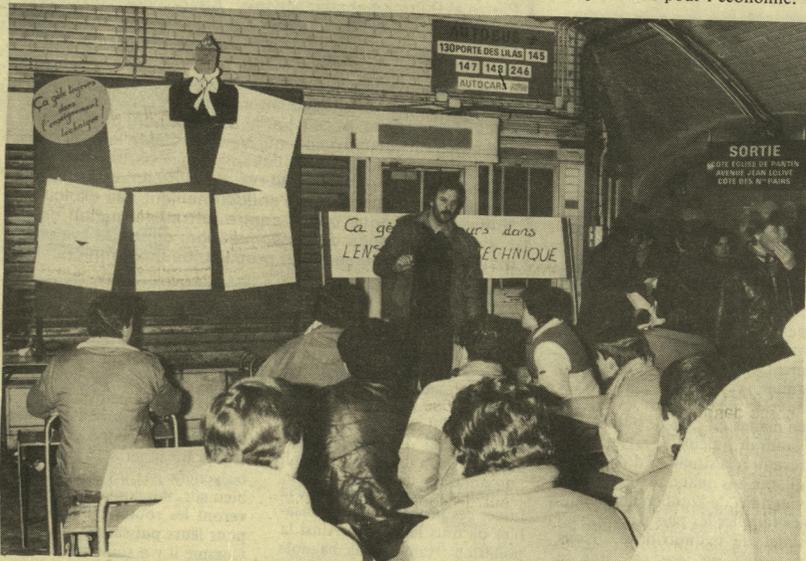
En parlant chiffres comme le rectorat, il s'avère qu'il lui a

manqué une équation : le nombre d'élèves qui se trouvent actuellement en seconde remplissant entièrement les sections du lycée en classe de première, alors ?

Alors, n'oublions pas que Granville est une municipalité de droite et que certaines personnes bien placées au rectorat de Caen ont des comptes à régler ; devant cette situation, tous les arguments possibles à avancer deviennent insignifiants.

De plus, élection oblige, n'est-il pas question d'un lycée de sept cents places à Caen (n'est-ce pas Mexandeau du Parti socialiste qui se présente à Caen ?). Peut-être est-ce la seule création de lycée dans le coin, mais pourquoi justement là ?

PATRICE
(Gr. Louise-Michel)



En Bref

Le n°15 d'« Article 31 » est paru. Au sommaire : les dernières nouvelles du Front (national), l'extrême droite et l'Afrique du Sud, les Comités d'action républicains, etc.

Et comme d'habitude : un tas d'infos sur l'extrême droite internationale. En vente à la librairie du Monde libertaire, 15 F. « Article 31 », B.P. 423, 75527 Paris cedex 11.

Modernité et imprimerie

LE LUNDI 27 janvier au matin le secrétaire du S.N.P.Q.R. (1) n'a pas pu rentrer dans ses bureaux, place des Etats-Unis dans le XVI^e arrondissement à Paris. Une centaine d'ouvriers du Livre bivouaquaient devant la porte, attendant que des réponses précises soient apportées au sujet d'un accord concernant la presse de province.

La modernité c'est les Etats-Unis !

Au centre du débat une véritable déclaration de guerre contre les travailleurs du Livre : la prochaine signature entre les journalistes (S.N.J., F.O., C.G.C.) d'un accord leur permettant la saisie des articles directement sans passer par l'intermédiaire des travailleurs du Livre.

Vingt dieux la belle étoile !, un accord ayant force de loi permettant aux patrons de presse de se passer des anciens typographes et de leurs syndicats, autre archaïsme venu du siècle dernier...

Tant qu'il y avait les procédés liés au plomb, les patrons étaient obligés de passer par les fourches caudines des ouvriers du Livre, syndiqués ou non. Mais venu principalement des Etats-Unis, l'esprit de modernité allié à l'informatique allait nous apporter la photocomposition qui permet une compression quasi totale de l'effectif ouvrier qui existait auparavant (2).

C'est ainsi qu'au pays de Ronald Reagan, la plupart des quotidiens (pour ne pas dire la totalité), avec un système

de saisie directe relié avec des banques de données, sortent leur « produit » avec le strict minimum de personnel. Il reste bien sûr les rotativistes pour l'impression, mais le progrès technique au service du capital est vigilant et les rayons laser qui impriment des piles de feuilles de papier recto-verso, ce serait pour bientôt...

Avec une presse confectionnée de cette manière pas de problèmes avec le personnel et les patrons de presse américains considèrent leurs confrères européens comme des arriérés mentaux, puisqu'ils tolèrent encore les syndicats (3).

Grande-Bretagne aussi

En Grande-Bretagne, les syndicats ouvriers du Livre ont longtemps résisté à la modernisation en gardant même (ce qui n'existe plus en France depuis longtemps) des quotidiens faits au plomb. Mais l'austral-américain Rupert Murdoch, propriétaire du Sun (4 millions d'exemplaires par jour), de New of the World (4 millions chaque dimanche), du Times (500 000 exemplaires) et du Sunday Times, semble avoir réalisé le vieux rêve du propriétaire du Parisien libéré, Amaury.

En effet il a installé dans la banlieue de Londres, en pleine zone industrielle, une imprimerie ultra-moderne à Wapping. Là, derrière plusieurs centaines de mètres de fils barbelés, moins d'un tiers de l'effectif précédent sort plus du double de travail. Ce que d'aucuns nomment le « spectre de la grève des



mineurs » a refait son apparition outre-Manche.

Retour au 27 janvier

Les ouvriers du Livre qui, ce lundi matin, campaient dans le hall du S.N.P.Q.R. de la place des Etats-Unis entendaient que la direction syndicale de la Fédération des travailleurs du Livre soit reçue. Son représentant tempérait et entendait que tout le monde s'en aille et surtout que les banderoles syndicales (4) soient enlevées des grilles de la façade.

Il n'en a rien été et les occupants ont attendu que la manifestation, qui s'était regroupée à 12 h devant le siège de la Fédération nationale de la presse française, rue Gabriel-Laumain dans le X^e,

les ait rejoint. Là, devant le millier de manifestants, la direction du S.N.P.Q.R. acceptait de recevoir une délégation syndicale pour examiner les problèmes posés par la modernisation.

Que les directions patronales acceptent de recevoir les représentants syndicaux est une chose. Mais les uns comme les autres savent bien que l'avenir des travailleurs ne se réglera pas uniquement sur le tapis vert mais dans les entreprises.

Le patronat de la presse cherche à imposer ses plans de modernisation et pour cela il désire opposer Paris à la province, les différents syndicats professionnels entre eux... Que ce soit au *Matin*, à l'*Humanité*, au *Figaro* ou à *Nice-Matin*, si la sauce change, le leitmotiv reste le même : dehors les syndicats, place au XXI^e siècle ! Souhaitons que l'avenir pourra faire espérer autre chose que la modernité technologique « made in U.S.A. ».

GÉRONIMO

(1) Syndicat national de la presse quotidienne régionale (côté patronal).

(2) La direction du « New York Times » avait même au début des années 70 réglé radicalement le passage du plomb à la photocomposition en envoyant en retraite anticipée, avec plein salaire, tous les typographes...

(3) Lors d'une réunion professionnelle des patrons de l'imprimerie, il y a deux ans à Nice, un patron de presse américain brandissait une petite brochure intitulée « Comment se débarrasser des ouvriers du Livre », qu'il distribuait largement...

(4) Les travailleurs des journaux parisiens tels que « France-Soir », « Le Figaro », « Le Matin », « Paris-Turf », « Le Monde » y étaient représentés ; mais aussi la province avec « Ouest-France », « Le Républicain lorrain », « Le Dauphiné libéré » entre autres.

Mon insoumission

Le 5 février 1986, je devais me rendre à une caserne de Douai afin d'y effectuer un service militaire. Je ne m'y suis pas rendu en raison de mes convictions antimilitaristes et anarchistes. Je combats l'armée qui est l'institution de la soumission et de la destruction de l'individu. Je suis convaincu que la paix existera lorsque les armées du monde entier et tous leurs engins de mort seront supprimés, et quand seront abolies toutes les causes de guerre.

L'autorité, pierre angulaire de l'édifice social actuel, doit être détruite. La construction d'une société libertaire éliminera la guerre et les autres maux de la société actuelle.

Je sais que s'insoumettre n'est pas facile, que je risque deux ans de prison, mais je crois aussi que c'est l'espoir d'un monde nouveau où personne ne sera soumis.

De l'antimilitarisme...

Les exemples de guerre émaillent l'histoire. A l'heure actuelle, elles font des millions de victimes. La guerre commande tous les crimes. La guerre, ce n'est pas seulement la boucherie, la violence, le pillage, l'incendie, le viol, les libertés supprimées, le bon plaisir de l'occupant; mais c'est également la monstrueuse hypocrisie, la froide détermination dans l'horrible, assurées de l'impunité. La guerre de 1914-1918, avec ses fusillés pour l'exemple, en est une preuve terrible.

La guerre étant un crime contre l'humanité, je me suis engagé à n'admettre aucune guerre: c'est la première raison de mon refus de tout service militaire. L'antimilitarisme ne se limite pas à refuser un an de service, mais c'est au même degré la lutte contre la militarisation de la société entière.

Le budget de l'armée française représente 25% du budget de l'Etat, au détriment de



Pour notre survie et notre émancipation luttons contre la militarisation

ceux de la santé, de l'éducation et de l'environnement.

Le budget mondial de l'armement représente trente fois les sommes affectées à l'éducation et à la santé. Plus de deux cents laboratoires français sont aux ordres de l'armée. Certains textes législatifs permettent de militariser la collectivité entière, en cas de « menace », par des réquisitions de biens et de personnes. Ce sont les ordonnances de 1959, actualisées par le gouvernement, qui doivent au premier coup de clairon instaurer une France militaire prête à prendre la direction des opérations. Ces ordonnances sont les moyens légaux d'un coup d'Etat militaire.

D'autres dispositifs, tels les accords armée/éducation, visent à faire pénétrer dans l'armée au sein du tissu social. Cette militarisation latente est particulièrement

dangereuse pour nos libertés puisqu'elle place l'institution militaire au-dessus de toute remise en cause, et aboutit à assimiler les antimilitaristes — et plus généralement tous ceux qui s'interrogent — à des individus manipulés ou à des corps dangereux.

L'armée exige de l'individu sa démission d'homme et son obéissance aveugle. Elle prend en main les jeunes, capables d'indignation et d'élan, pour les restituer à la société châtés de toutes révoltes et prêts à tout accepter. Pendant un an, elle mâte un homme, elle lui enlève toute responsabilité: « Ne plus penser, ne plus réfléchir... obéir! ». Le service militaire apprend le meurtre, la phalocratie, l'alcoolisme et le racisme, entre autres.

La paix ne sera possible que lorsque toutes les armées et tous les armements seront supprimés. Notre pays détient, du reste, le triste record de premier vendeur d'armes, par tête d'habitants, du monde. Ces ventes d'engins de mort appauvrissent les pays acheteurs et y entretiennent les conflits acceptés par leurs gouvernements. Je pense qu'il est illusoire de confier à l'Etat français le soin de faire la paix, puisqu'il est justement à l'origine de ces guerres. Je refuse toutes les causes de conflits armés.

à l'anarchisme

Si le service militaire prépare les individus à la guerre, il a aussi pour fonction de façonner les esprits en vue de leur soumission à l'Etat et à un certain système économique. L'institution militaire est au service de l'Etat pour enrégimenter les nouveaux « moutons » du XX^e siècle.

L'organisation sociale actuelle repose sur un élément de base, qui est le principe d'autorité. Cette autorité est la légitimation dont se parent

les gouvernements de toute nature pour exercer le pouvoir, c'est-à-dire pour légiférer et imposer les lois qu'ils édictent. Pour que le pouvoir puisse assurer sa domination, il lui faut des gens soumis, sinon il s'écroulerait.

L'Etat utilise donc l'armée contre les grèves, contre les catégories sociales réclamant leurs droits, pour les remplacer et/ou les réprimer. En Afrique du Sud, l'armée est utilisée contre les populations non-blanches. L'Etat n'a donc pas intérêt à supprimer l'armée, qui est son plus fidèle serviteur. L'Etat (forme politique de la domination) et le capitalisme privé ou d'Etat (forme économique) ont besoin de la guerre qui leur permet de surmonter leurs crises. La guerre est pour eux une saignée indispensable, même lorsqu'elle se déroule par pays interposés (comme le montre la lutte russo-chinoise à travers le conflit du Vietnam et du Cambodge). La religion (forme morale de la domination) est également un facteur de guerre.

Les guerres sont donc le produit de structures reposant sur la domination de certains hommes sur d'autres. Pour vivre libre et en paix, il faut détruire l'Etat et les autres formes d'autorité. C'est la seconde raison de mon insoumission.

Je refuse de servir l'Etat, je n'ai d'ailleurs pas de service à lui rendre. Je rejette également le service civil. En demandant un statut d'objet de conscience, je renforce

cerai l'Etat, alors que c'est justement une institution que je combats.

Je veux une société où les hommes seront libres, égaux et responsables, organisée selon des principes anarchistes. Alors que le gouvernement fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme est la négation de toute égalité et de toute liberté. La construction d'une société libertaire éliminera, bien sûr, la guerre mais aussi toutes les injustices. La famine dans le tiers monde, la crise économique, la pollution ne seront pas des problèmes simples à résoudre; il faudra du temps, mais des gens responsables et décidés feront que tout sera possible! Ce monde nouveau vivra lorsque une majorité d'êtres aura pris conscience de sa valeur individuelle et sera capable de l'organiser en rapports sociaux harmonieux selon des bases libertaires.

Mon insoumission est un combat contre l'armée, contre l'Etat, pour la paix et pour l'anarchie. J'espère qu'elle aidera à une prise de conscience massive. Malgré la répression de mes idées, j'ai la certitude de penser que tant qu'existeront l'armée, l'Etat, il y aura des antimilitaristes et des anarchistes. Pour l'instant, une seule solution: insoumission totale, civile et militaire (1).

ERIC HÉBERT

(1) Pour rejoindre le comité de soutien à Eric Hébert ou pour plus d'infos, écrire à Union pacifiste de France, groupe de Rouen, B.P. 58, 76160 Darnetal.

Un insoumis dans la ligne de mire

ALAIN SOUCHE passera en procès vendredi 28 février pour insoumission. Insoumis depuis 1976, il avait choisi de quitter Lyon et de partir hors de France. Il se dirigea vers les Pays-Bas. Actif dans le groupe libertaire d'Amsterdam et dans le mouvement antimilitariste néerlandais Onkruid, il participa également aux diverses actions de soutien aux insoumis et objecteurs français (occupation du consulat de France) et s'occupa de l'accueil des marcheurs O.P. 20 aux Pays-Bas.

Il établit avec quelques insoumis français une liaison régulière avec le journal *Avis de Recherche*, alors en butte au harcèlement juridique et policier. Amnistié en 1981, il fut reconvoqué un an plus tard (en fait la convocation lui parviendra, par le consulat, avec un mois de retard sur la date limite de régularisation). Il se « réinstalle » en France au cours de l'année 1982.

Lors d'un contrôle sur l'autoroute Paris-Normandie, il est arrêté par la gendarmerie en juin 1985. Il est alors sous le coup d'un nouveau mandat d'arrêt délivré par le juge d'instruction Hamy le 1^{er} avril (1). Incarcéré pendant quatre jours à Rouen, avant le transfert à Lyon devant Hamy (en présence de son avocat, M^e Picot), il est inculpé du délit d'insoumission et « confié » aux autorités militaires lyonnaises. Il sera déclaré « réformé définitif » le lendemain.

Son procès aura donc lieu le vendredi 28 février, à 14 h, au Tribunal correctionnel de Lyon, 8^e chambre, 2^e section. Il risque de deux mois à un an d'emprisonnement.

G.D.

Presse et casernes

EN France, nous sommes en démocratie et la liberté de la presse est prétextuellement garantie. Mais outre les limites imposées par l'argent, la liberté de la presse s'arrête aux portes des casernes: rien n'interdit aux antimilitaristes de faire paraître des journaux, mais attention aux appelés qui les liront dans l'enceinte militaire (15 jours d'arrêt).

Il y a quelques années, avant mai 1981, existait une liste de revues interdites aux appelés. Tout comme les enfants, il fallait bien les protéger de ce vice qu'est la lecture de textes antimilitaristes. Depuis, bien des choses ont changé: certains n'existent plus, d'autres comme *Libération* ne présentent plus aucun danger. Quel militaire borné songerait à interdire ce fleuron du libéralisme de gauche? Mais les autres, aujourd'hui, peuvent-ils continuer leur œuvre néfaste?

Le Mouvement de la jeunesse socialiste (tiens on n'en parle plus guère depuis cinq ans: sont-ils devenus trop vieux ou ne sont-ils plus socialistes?) déclarait dans un tract édité en 1980: « Lire les journaux de son choix, c'est interdit (Charlie Hebdo ou *Libération*, par exemple, ne peuvent toujours pas pénétrer dans les casernes!) ». Mais le bon Fran-

çois allait mettre de l'ordre dans tout cela!

Et c'est vrai, aujourd'hui aucune liste ne met à l'index une revue quelconque. Est-ce pour autant que n'importe quel trouffion peut lire l'organe de presse de son choix? Que non, et le dossier d'information *Le service national et vous* nous le prouve à la rubrique « information ». « De l'humanité au Figaro, en passant par La Dépêche ou Photo, tous les styles de journaux (y compris les moins « stylés » (1), ont droit de cité dans les enceintes militaires. Seules exceptions: les publications ouvertement antimilitaristes de nature à nuire au moral, ou à la discipline. »

N'essayez pas de demander ni au S.I.R.P.A. (service de propagande de l'armée) ni au ministère de la Défense les titres de ces fameuses « publications ouvertement antimilitaristes », on ne vous répondra pas (j'ai déjà essayé). Mais songez à l'intérêt de pouvoir exercer une répression sans limite: en effet, n'importe quel gradé peut ainsi déterminer que telle revue est ou n'est pas « de nature à nuire au moral ou à la discipline ». Et pour conclure, une petite question: *Le Monde libertaire* est-il maintenant considéré comme « ouvertement » ou « fermement » antimilitariste?

GEORGES HOST

(1) Humour typiquement militaire!

Amour et barbelés

EN 1970, l'administration pénitentiaire présente sa nouvelle prison modèle : Fleury-Mérogis. De cette prison moderne « que tout le monde nous enviait », il ne reste que ses records de suicides et de consommation de neuroleptiques, ainsi que ses mitards meurtriers (Patrick Mirval).

En 1975, Lecanuet, ministre de la Justice, présente sa nouvelle réforme dont il nous expose ainsi les principes : « Dans la ligne de la réforme décidée par le gouvernement, l'aménagement des régimes d'exécution des peines doit être caractérisé autant qu'il est possible par un allègement de celles des contraintes de la vie carcérale qui ne sont pas la conséquence directe et inéluctable de la privation de liberté, par le développement des relations avec le monde extérieur et par l'appel au sens des responsabilités des détenus. » De cette réforme, l'histoire retiendra qu'elle a institué les Q.H.S. !

En 1986, Badinter présente sa nouvelle prison moderne ; lisons sa déclaration du 27 janvier : « La prison est par définition un espace clos où l'on purge sa peine. Mais ce ne doit pas être comme dans le régime carcéral ordinaire un univers désocialisant qui infantilise, annihile tout sens des responsabilités chez les hommes qui sont appelés à revivre en société ». Et encore : « Il ne

s'agit pas de donner le maximum de confort, mais de permettre aux détenus de conserver leurs relations avec le monde extérieur ».

Badinter, onze ans après, fait donc exactement le même discours que Lecanuet. Peut-on penser que les mêmes intentions produiront les mêmes effets ? Sans aucun doute !

Badinter comme Lecanuet s'appuient sur les mêmes principes : « Sens des responsabilités », « relation avec le monde extérieur », « la prison c'est seulement la privation de liberté et rien d'autre » ; mais Badinter comme Lecanuet interdisent la libre circulation des journaux de détenus ainsi que le fonctionnement d'une libre association de détenus. Comme Lecanuet, Badinter veut responsabiliser en interdisant les bases de la responsabilité que sont les libertés de regroupement, d'expression et d'information.

Badinter, faisant visiter sa prison moderne de Mauzac, n'a pas présenté le mitard. Pourtant il y aura bien un mitard à Mauzac. Aussi moderne qu'elle soit, cette prison aura son tribunal intérieur fonctionnant avec le même arbitraire et avec... un supplément dans la panoplie de punitions à distribuer : la privation de faire l'amour ou la condamnation à poursuivre sa masturbation.

Car à Mauzac il y aura une chambre d'amour dans laquelle un homme qui se sera soumis à la discipline de ses gardes rencontrera celle à qui l'on aura dit que c'est ce jour-là et pas un autre qu'elle doit faire l'amour. Ce n'est pas une chambre d'amour, c'est une chambre de saillies ! Il n'y a que Badinter pour vouloir conjuguer « amour » et « barbelés » ou « plaisir » et « concentration ». Imaginez les lendemains de ces rencontres prétendues amoureuses.

Alors, Mauzac, futur record des suicides et de la consommation de neuroleptiques ? Le successeur de Badinter saura certainement nous le dire en parlant comme Badinter et Lecanuet. A moins que les idées abolitionnistes continuent leur chemin et que cette fois grâce à Mauzac et à son échec, il soit démontré qu'une prison ne se réforme pas et que vouloir l'améliorer c'est la rendre encore plus destructrice pour l'individu.

JEAN LAPEYRIE



Pays basque : faits divers

LA police espagnole vient encore de s'illustrer ! A moins d'un an des élections et au moment de l'entrée de ce pays dans la C.E.E., l'Espagne socialiste dont les garanties civiques et démocratiques avaient été tant défendues par notre Premier ministre, Laurent Fabius, vient encore de faire preuve de ses bonnes dispositions.

Mikel Zabala, 32 ans, qui avait été arrêté le 26 novembre 1985 par la Guardia Civil, a été retrouvé mort le 15 décembre dernier dans la rivière Bidassoa. Fait divers banal, si l'on en juge par les répercussions de cette découverte dans la presse. Pour la police espagnole, Mikel Zabala était soupçonné d'appartenir à l'E.T.A.-Militaire.

En fait, il n'en est rien : Zabala, conducteur de bus, n'était pas connu pour des activités militantes. Le 26 novembre dernier, à 4 h du matin, la Guardia Civil s'est rendue à son domicile et l'a arrêté ainsi que trois autres personnes dans le cadre de la loi antiterroriste.

Cette loi, votée en décembre 1984, est appliquée par la police nationale et la Guardia Civil. Elle passe par dessus toutes les garanties prévues par la Constitution : ordonnance du juge d'instruction, présence d'un avocat, information de la famille, etc. Les détenus sont gardés à vue pendant dix jours

et sont l'objet de tortures systématiques : « promenade » dans la montagne, insultes, coups, port d'une cagoule, humiliations diverses...

Dans le cadre de l'affaire Zabala, les registres d'entrées et de sorties du commissariat ne portent aucune mention de son nom. De plus, lors de la perquisition, aucune arme, aucun document, ni même livre « engagés » n'ont été trouvés.

Il semblerait que ce fait divers d'une banalité affligeante ait pour origine le simple fait que Zabala et les autres personnes arrêtées aient eu la malchance d'habiter dans le même immeuble qu'un militant de l'E.T.A.

Ainsi sous couvert de la loi antiterroriste, tout individu est à la merci d'arrestation semblable, avec une mise en scène identique : dix jours de garde à vue sans surveillance aux mains de tortionnaires qui peuvent donner libre cours à leur imagination.

Il y a déjà eu un précédent au cas de Zabala : José Arregui, arrêté au mois de février 1981 dans les mêmes circonstances et qui, au saut du lit, a fait le même plongeon. Faits divers... bavures... cela semble devenir la réalité quotidienne du Pays basque.

MARTINE
(GR. Libertad)



Dernière minute

ALFONSO ETCHEGARRAY et Miguel Angel Andana, deux réfugiés basques espagnols, ont été expulsés de France respectivement en juillet et décembre 1983 car ils n'avaient pu obtenir le statut de réfugiés politiques. Aujourd'hui, ils se trouvent assignés à résidence en Equateur, sous surveillance policière permanente.

Le 8 janvier dernier, des policiers en civil les ont embarqués et emmenés dans un autre lieu. Là, ils ont subi un interrogatoire musclé et des tortures de la part de policiers espagnols, avant d'être ramené à leur résidence.

Ces réfugiés, qui avaient demandé l'asile politique en France, se retrouvent aujourd'hui déportés sans assurance aucune. Le risque pèse sur tous les Basques qui ont été extradés. La France, pays des libertés et des droits de l'homme, se débarrasse en bonne conscience des individus qui la dérangent !

MARTINE
(Gr. Libertad)

Télé : objectif overdose (de médiocrité)

B IEN sûr, le cadeau fait par le gouvernement à Berlusconi — du fait même de la précipitation des événements — fleurit la manœuvre politicarde à plein « blair ». Chirac, qui s'y connaît bien dans ce domaine, ne s'y est pas trompé. Ne parlons pas de Giscard qui, lui, complètement hors course, veut dénationaliser deux des trois chaînes d'Etat (1) : pourquoi alors ne pas l'avoir fait avant 1981 ? Les politiciens n'ont pas peur du ridicule.

Appelons un chat un chat : si les politiciens se querellent sur ce sujet, c'est que ce sujet est politique. Ceci n'est bien sûr pas un scoop, on sait bien que lorsqu'il y a quelque part un coup d'Etat, la première chose que fait le nouveau prince, outre s'installer dans le palais présidentiel, est de prendre la radio et la télé ; de même, en France, on a toujours vu des changements de personnel à la télé se réaliser pour des raisons politiques que ce soit en 1968 ou en 1981, ainsi que quantité de « mises au placard » pour défaut d'allégeance. Eh oui, le pouvoir a un besoin vital de contrôler l'information. Cela va de soi.

Il va de soi aussi qu'une chaîne privée ne peut qu'être la propriété de sociétés intéressées : assez riches bien sûr pour pouvoir lancer l'affaire, mais aussi assez cer-

taines d'en faire un média à leur service. Autant dire que les émissions ne seront pas seulement entrecoupées de publicités, elles seront publicitaires du début à la fin. S'attend-on à ce que Gaumont fasse dans l'altruisme ? La « 6 » a trouvé sa cible : elle se propose d'être une télévision en « jeans ».

Si trois chaînes de télévision sont créées en l'espace de deux mois, cela provient tout bonnement du fait



Un des patrons de la « 6 ».

qu'on ne peut pas reculer le 16 mars : la précipitation est le fait d'un gouvernement qui veut réaliser maintenant ce qu'il n'est pas sûr de pouvoir faire après. La « 5 » n'est pas encore populaire, mais si elle se met en route assez vite elle peut le devenir assez pour que la droite ne puisse plus lui mettre des bâtons dans les roues (2). Et si cela ne suffit pas, on met bien vite en place une « 6 » et bientôt une « 7 » qui, elle, sera d'Etat et paraît-il moins bête que les autres.

Qu'il s'agisse de soumission au pouvoir politique (dans le cas de la télé d'Etat) ou aux pouvoirs financiers, la télé peut multiplier ses chaînes, le pluralisme n'en sortira pas vainqueur. La télé d'Etat, outre son aliénation politique, n'est d'ailleurs pas une garantie de qualité par rapport aux autres puisqu'elle est elle-même soumise à concurrence, et on voit mal comment la concurrence pourrait faire bon ménage avec la culture. Il s'agira bien plutôt d'orgie démagogique et si, aujourd'hui, les crevures de France et de Navarre jappent bruyamment, ce n'est pas dans notre intérêt mais dans le leur !

ELYSARD FRONTEUR

(1) Comme si Canal Plus n'était pas aussi une chaîne d'Etat.
(2) Ou des travaux soudains dans les escaliers de la Tour Eiffel.

La discrimination des Coréens vivant au Japon

PLUS de six cent quatre-vingt mille Coréens vivent actuellement au Japon. Ce sont les « zainichichosenjin ». Comme tout résident étranger dans ce pays, ils doivent être titulaires d'une carte de séjour et la porter constamment sur eux, prêts à la présenter à tout contrôle. Pour obtenir ce document, il faut donner ses empreintes digitales. Refusant ce symbole de discrimination et cette forme de criminalisation, un grand nombre de Coréens s'opposent maintenant à cette procédure.

La Mindan est à l'instigation de ce mouvement. C'est une organisation coréenne soutenue par le gouvernement du sud et qui correspond en quelque sorte à l'Amicale des Algériens en France. Elle se réclame de quatre cent cinquante mille membres. Mais ce serait une erreur de nier la part du spontané parmi un certain nombre de refuges. Au total, ceux-ci sont officiellement passés de 240 en avril 1985, 600 en juillet, à 6 000 en octobre. Pour sa part, la Mindan les estime à 13 000 environ, précisant que les autorités locales en passent beaucoup sous silence.

Poussé à répondre et de surcroît sollicité par son homologue sud-coréen, le gouvernement japonais manie, comme toute autorité qui se respecte, le bâton et la carotte. D'une part, il emprisonne et menace d'expulsion les réfractaires. D'autre part, il montre l'étendue de son progressisme en remplaçant l'encre noire utilisée jusque là pour les empreintes digitales par de l'encre transparente, mesure destinée à « réduire la pression psychologique ». A croire que les bureaucrates nippons ont un sens décoloré de l'humour... si cela ne recouvrait une réalité plus grave.

Une discrimination de toujours

L'attitude du gouvernement japonais cautionne en effet un vieux racisme japonais anti-coréen. Et on peut entendre des Japonais affirmer que si les Coréens ne sont pas contents, eh bien ils n'ont qu'à rentrer chez eux... refrain bien connu sous d'autres latitudes. Malheureusement pour eux, 80% des Coréens résidant au Japon ne sont pas nés en Corée mais bel et bien au Japon. Chez eux, c'est le Japon, si ce « chez eux » veut dire quelque chose. Ils seraient plutôt de nulle part.

Cette situation est le fruit d'une longue histoire qui remonte aux antiques tentatives japonaises de conquérir la péninsule coréenne voisine. Dans la période contemporaine, au XIX^e et au XX^e siècle, l'Etat japonais accomplit sa modernisation ; le capitalisme local se développe et trouve son expansion logique dans l'impérialisme, économique et militaire. Ce qui signifie pour la Corée colonisation totale à partir de 1910 : paysans coréens chassés de leurs terres et remplacés par des colons japonais, bureaucratie japonaise relayée par des Coréens consentants ou soumis, absence des libertés démocratiques, tortures et répression sauvage des opposants, déportation de travailleurs coréens en métropole.

En 1923, six mille Coréens au moins sont tués par des foules japonaises qui les prennent comme boucs émissaires, au cours d'un pogrom toléré ou attisé par les autorités à la suite du « Grand tremblement de terre du Kanto » (Tokyo). La main d'œuvre coréenne rafflée est envoyée sur le front du capitalisme industriel japonais, là où les conditions de travail sont initialement les plus dures, au fond des mines de charbon, par exemple, au nord de Kyu-shu

et à Hokkaido. En 1944, près de cent trente mille Coréens représentent 31,9% des mineurs au Japon.

Leur état est celui de véritables esclaves : battus, humiliés, condamnés aux tâches les plus dures. « Nous travaillions de 6 h du matin à 11 h du soir. J'étais payé 2,15 yens, mais je devais donner 1,50 yens pour les repas. Comme nos chaussures en toile tombaient en morceaux, nous étions obligés d'en acheter des neuves chaque jour. Une paire coûtait 3,50 yens et ainsi nous nous endettions au fur et à mesure. Ils savaient que nous essaierions de fuir si nous avions de l'argent », témoigne un rescapé, Choi Chun Ju.

Il faut noter que bien souvent dans les mines, la condition des travailleurs japonais n'était guère meilleure et qu'il existait entre eux et les Coréens une certaine solidarité ; des grèves communes ont éclaté, sévèrement réprimées. De même, les quelques fuyards coréens connaissaient des points de chute japonais amis et savaient qu'ils pouvaient compter sur la communauté « burakumin » (paria) discriminée.

Au plus fort de la guerre, entre 1940 et 1945, lorsque les prolétaires sont envoyés sur le front militaire, près d'un million de travailleurs coréens sont acheminés au Japon pour les remplacer. En outre, près de 70 000 Coréennes sont enrôlées à partir de 1941 par une conscription spéciale afin d'« entraîner » et de « reconforter » le moral des troupes japonaises, c'est-à-dire comme prostituées.

Lorsque la guerre s'achève en 1945, il y a deux millions trois cent soixante cinq mille Coréens au Japon. La plupart rentre ensuite au pays, mais pour six cents mille d'entre eux c'est impossible : soit pour des raisons matérielles, soit que la guerre de Corée (1950-1953) et la partition du pays ne les en empêchent pratiquement.

Diviser pour régner

Ils sont donc condamnés à rester et à vivre au Japon dans un climat de discrimination jamais démenti : ils sont généralement considérés comme « menteurs », « avides » ou « stupides », bref comme « inférieurs » ; à l'école, ils sont bien souvent isolés, mis à l'écart. Ils vivent quasiment en ghettos et ils occupent des travaux en moyenne moins bien rémunérés. Les circonvolutions récentes de l'histoire, c'est-à-dire ce qu'en font les Etats, créent une division supplémentaire : les Coréens résidant au Japon n'ont pas tous le même statut juridique.

Sur les six cent quatre-vingt mille d'entre eux, cent quarante mille ont acquis un statut de résident permanent en 1952 à la suite du traité de San-Francisco, suivis par trois cent soixante-quinze mille autres devenus citoyens de la République de Corée du Sud en 1965, à la suite d'un accord entre les Etats japonais et sud-coréen. Le reste, soit cent soixante cinq mille autres environ, n'a que des permis de séjour temporaire, qu'il doit renouveler tous les trois ans en donnant une adresse de résidence en Corée (bien souvent fictive ou dépassée par le temps). Ce sont ces Coréens qui refusent les empreintes digitales.

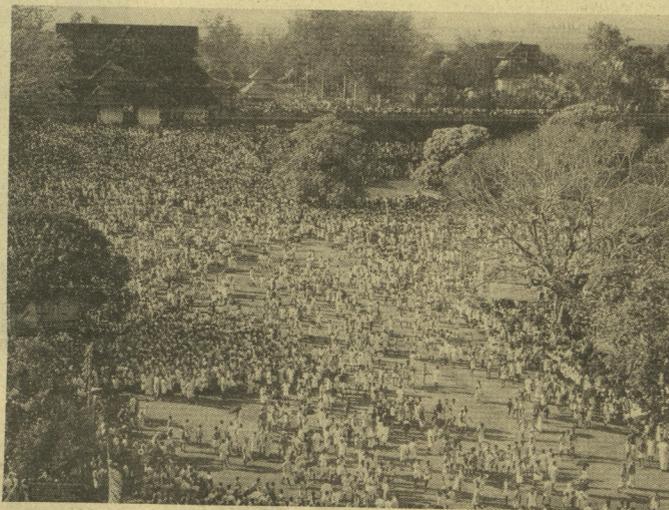
Pour échapper à la discrimination, certains Coréens tentent une ascension par les couches plus marginales, soit les extrêmes du banditisme ou de la carrière artistique (chanteurs, vedettes) en passant par le sport (base-ball en particulier), processus caractéristique des minorités. D'autres essaient de se fondre dans la masse en conservant

leur nom japonais, autrefois imposés par l'occupant comme une brimade faussement assimilatrice. Découverts, ils perdent bien souvent leur emploi dans les entreprises et les administrations qui n'acceptent pas les « gaijin » (étrangers) : ce fut le cas du jeune Park Jong Suk qui obtint finalement gain de cause contre la société Hitachi après un long et célèbre procès.

D'autres encore, 5 000 chaque année, adoptent la nationalité japonaise, ce qui les oblige à renoncer définitivement à leur patronyme coréen, malgré une modification juridique récente qui n'est pas toujours appliquée localement. Mais ils n'en deviennent pas pour autant des « Japonais à part entière », selon les propres propos d'une grande partie des Japonais qui n'oublient pas leur origine, et malgré un

ils furent ruinés psychologiquement. Cet épisode est particulièrement intéressant dans la mesure où il concerne des personnes qui bénéficient d'une certaine assise matérielle voire sociale dans le pays de départ et qui disposent donc a priori d'un plus grand nombre d'atouts dans leur tentative de réinsertion. On imagine le retour des moins favorisés.

Le sort réservé à la minorité coréenne au Japon rappelle à point et à l'encontre de ce que veulent nous faire croire les politiciens que la société japonaise n'est pas uniquement celle du consensus et que son économie a eu elle aussi besoin d'une main d'œuvre immigrée. Le rebondissement récent du problème est par ailleurs caractéristique de l'évolution du climat socio-politique japonais vers un plus grand chauvinisme, con-



physique relativement semblable. Et, de fait, par fierté ethnique sinon nationale, le courant de naturalisation reste faible.

Quelle identité et quel avenir ?

D'une manière générale, les deuxième et troisième générations coréennes nées, élevées et travaillant au Japon, parlant japonais comme langue maternelle et ne comprenant pas le Coréen, connaissent un difficile problème d'identification, aggravé par le vieillissement puis le partage de la communauté coréenne entre partisans du gouvernement du nord ou du sud, division dont les Japonais ne se font pas faute de profiter dans leur discrimination. Chaque année apporte son lot de suicides de Coréens discriminés.

Pour ces générations, l'image du « pays » est vague et ne signifie rien de concret ; leur vie et leur avenir immédiat se situent quoiqu'il en soit au Japon. Certains tentent cependant un pathétique retour aux sources. Ainsi, des Coréens joueurs de base-ball, professionnels mais de rang moyen au Japon, ont gagné Séoul en 1982 lors de la création d'une ligue professionnelle en Corée du Sud. Ce retour, décrit par Sekikawa Natsuo dans son livre intitulé *Fuite au pays par le Détroit*, s'est soldé par un échec. Les joueurs ont rencontré un environnement relativement hostile qui les considérait comme des étrangers, la langue constituait une barrière énorme à laquelle s'ajoutèrent les problèmes provoqués par le changement de nourriture, de coutumes et de mentalités. Partis comme des gagnants, s'attendant à une certaine popularité,

forme à la ligne du gouvernement Nakasone : cérémonie officielle en l'honneur des soldats japonais morts au cours de la Seconde Guerre mondiale, accroissement du budget militaire, renforcement des liens avec les Etats-Unis et soutien à la politique de Reagan. Il reste difficile de dire s'il s'agit d'un simple retour de balancier ou d'un changement plus profond. L'apparition du slogan de « néo-nationalisme/néo-étatisme » (un même mot désigne les deux termes dans la langue japonaise, ce qui est particulièrement adéquat et révélateur) qui vise à confirmer la prospérité du capitalisme japonais est en tout cas un pied-de-nez à la furia pseudo-libérale qui traverse l'Occident.

Quant à la minorité coréenne, ce n'est guère prophétie d'avancer que la suppression des empreintes digitales pour les cartes de séjour ne suffira pas à résoudre le problème de discrimination. C'est la carte de séjour, elle-même, qu'il faut détruire, c'est-à-dire son principe sous-jacent de division de l'humanité en races ou en nationalités. Comme le souligne Yang Tae Ho, auteur du livre *Retour à Pusan impossible*, les deuxième et troisième générations peuvent résoudre leur problème d'identité en s'appuyant sur la propre histoire de soixante-dix ans de présence coréenne au Japon. Logiquement, cela impliquerait une remise en cause des nationalités, des Etats et de l'économie capitaliste. Pourquoi pas ? Avant-guerre, Coréens, minorités diverses, ouvriers, paysans et intellectuels déclassés se retrouvaient bien au sein de groupes ou de syndicats anarchistes.

Philippe Pelletier

Les Indiens en Guyane française

JUSQU'EN 1969, la Guyane était divisée en deux parties qui correspondaient à la réalité géographique et ethnique. La bande littorale où se concentraient 80% de la population, groupée en communes, et l'intérieur du pays qui totalisait 90% de la surface demeurait quant à lui le domaine des Indiens. Deux modes de vie, deux économies totalement différentes se côtoyaient donc.

Ce statut fut remis en cause dans les années 60 sous la pression des politiciens locaux, voyant une grande partie du département leur échapper. Le Conseil général proposa alors la création de communes en terres indiennes afin « qu'à cet effet toutes les populations soient uniformément assimilées au statut français ». Le sénateur R. Vignon, initiateur de cette politique, précisait qu'on devait parvenir à des villages groupés « autour du médecin et de l'instituteur ». La machine colonialiste allait donc se remettre en route. Le décret du 17 mars 1969 abolissait l'entité du territoire de l'Inini et créa de toutes pièces cinq communes dont deux (Maripasoula et Camopi) sont essentiellement peuplées d'Indiens.

La commune de Camopi

Le conseil municipal de Camopi, composé exclusivement d'autochtones n'a presque pas changé depuis 1971. Cela ne veut pas dire qu'il soit le maître de son destin, tout au contraire il est manipulé par le pouvoir politico-financier local.

L'intégration au système capitaliste se traduit par une politique à base de subventions diverses. L'apparition de l'argent s'effectue donc sous la forme de primes diverses et du travail salarié. Si, de 1973 à 1979, le paiement des allocations familiales était fait de manière collective aux Indiens de l'Oyapock, celui-ci a été individualisé à partir de cette date. Les Indiens, étant répertoriés comme agriculteurs de moins de trois hectares, reçoivent des aides. L'exploitation adaptée de la terre permettant de faire vivre largement les familles, cet argent supplémentaire sert uniquement à l'achat d'objets de consommation : montres à quartz, transistors, walkmans... qui participent au processus de désintégration culturelle.

A Camopi, on observe un nombre croissant d'Indiens salariés : avec l'apparition des T.U.C., on peut considérer que 70% de la population masculine sont employés par la gendarmerie ou la municipalité comme canotier ou à des travaux tels que la coupe d'herbe ou le défrichage. Occupés pour certains à plein temps, ils ne disposent plus que de la fin de la semaine pour chasser et d'un mois de congé pour préparer les abattis. Ils deviennent ainsi de plus en plus dépendants des produits importés, quoique dans une faible mesure sur le plan nutritionnel. Un magasin vient d'ouvrir il y a quelque temps, avec des tarifs trois fois plus élevés qu'à Cayenne ; les Indiens viennent y acheter désormais des conserves, et ce qui est plus grave

encore certains articles qu'ils pourraient fabriquer eux-mêmes.

Le regroupement des Indiens dans des communes va à l'encontre de leur mode de vie. En effet, la sédentarisation les oblige à se rendre de plus en plus loin pour la pêche et la chasse. Pour cela ils ont de plus en plus besoin d'essence pour leurs canots et de cartouches qu'ils doivent naturellement acheter. Ils habitaient dans des huttes sans murs, pour jouir d'une agréable température à l'intérieur. Les autorités décidèrent « qu'il fallait améliorer l'habitat traditionnel pour tenir compte du mouvement de sédentarisation » (rapport préfectoral de 1982). La construction de « vraies » maisons fut donc décrétée.

L'école et le prêtre

L'école était une des revendications des tribus. Leurs enfants ont dorénavant droit à un enseignement en français, où ils apprennent entre autres *La Marseillaise*, la notion de propriété privée, etc. L'école étant obligatoire, le rythme de vie des enfants est donc perturbé. Ils doivent devenir « de vrais Français ». Ce n'est certainement pas cela que les Indiens avaient demandé.

Pour compléter l'arsenal colonial, un prêtre prit ses fonctions. Après la mairie et la gendarmerie, il ne manquait plus qu'une église pour en faire une commune française à part entière. Le prêtre ne manque pas de condamner l'« esprit de vagabondage » des Indiens, se disant « qu'on ne peut pas les laisser à eux-mêmes puisqu'ils ne savent pas quoi faire de leur argent ». Et pour finir, il dit qu'ils devraient se décider une fois pour toutes à « pratiquer une vraie agriculture ».

La société indienne est une société qui fonctionnait sur un système de péréquation des biens. Actuellement, de plus en plus, une inégalité apparaît entre les membres des différentes communautés, avec toutes les conséquences possibles : criminalité, vol, discorde... Auparavant, ils partageaient tout ; aujourd'hui certains ont de l'argent avec tout ce que l'on peut acheter avec : il y a des riches et des pauvres. Un mépris de soi se développe également à partir des valeurs apprises à l'école et de la culture dominante.

Quel avenir ?

La vie des Indiens se partageait entre le village et la forêt, zone de chasse et de plantation. L'organisation de la communauté, les habitations, le mode d'exploitation des sols sont parfaitement adaptés au milieu et à leur mode de vie. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas évolution. Leur adoption d'une ou de plusieurs éléments de culture occidentale : école, dispensaire... n'implique pas un rejet partiel ou total de leur culture propre, mais une amélioration de leur vie. Cela n'a rien à voir avec l'intégration autoritaire au système occidental.

L'avenir des populations indiennes (1) paraît assez sombre. Les bases de la colonisation sont en place : sédentarisation des tribus, christianisation, salariat... Elles deviennent de

plus en plus partie intégrante du système économique dominant. De plus, le projet du Conseil général de Guyane est d'ouvrir l'arrière pays à un tourisme de masse (aujourd'hui, celui-ci est

assez restreint). Les villages deviendront ainsi demain, peut-être, ce que sont aujourd'hui les réserves indiennes aux Etats-Unis.

La société policée se met doucement en place dans un territoire qui avait jusque là échappé au processus ethnocidaire de l'Occident. Les Indiens n'ont plus qu'à se replier dans la forêt où ils seront tôt ou tard rattrapés par la civilisation, ou à résister comme certains le font à travers l'Association des Amérindiens de Guyane.

Les théories évolutionnistes du XIX^e siècle ont servi de caution à toutes les entreprises coloniales. L'idée d'évolution, de progrès, a été conçue de façon unilatérale comme un mouvement historique inéluctable : de l'état sauvage à celui de civilisation de type occidental. Or il n'y a pas une seule Histoire, mais des sociétés avec leur histoire propre. La notion de progrès est donc tout à fait relative à une culture donnée. La notion de progrès universel n'existe donc que pour justifier la soumission des autres cultures au système dominant : celui du capitalisme.

JEAN-CLAUDE
(Gr. Kropotkine)

(1) On compte en Guyanne française environ 4 000 Indiens de six ethnies différentes.

Sources : « Camopi, commune indienne ? La politique "indienne" de la France en Guyane en 1984 », diffusion Inti.



Les Indiens du Brésil

ACTE PREMIER. — Histoire tragique : des plûtôt-primaires veulent de l'or, dans un pays qu'ils considèrent à conquérir, et massacrent pour cela une soixantaine de ses habitants. Ces derniers, des pas-si-primitifs-que-ça (puisque'ils sont aussi chercheurs d'or), se sentant lésés et menacés, sont 4000 en armes, selon l'Union nationale indigène (U.N.I.), à vouloir soit défendre leurs biens et leur vie, soit venger leurs morts comme le commandent les croyances shamaniques, soit encore les deux à la fois. Histoire somme toute banale pour le continent américain.

EXTRAIT. — Les pouvoirs publics dépêchent sur les lieux une commission d'enquête, qui conclut en un temps record à l'inexistence d'un tel massacre ; le rayonnement de la France a encore frappé, le Brésil a adopté le « bernardtricotisme ».

ACTE II. — Tout se complique. Les différentes parties se multiplient ; les uns se divisent en chercheurs indépendants et grosses compagnies, les autres se voient encadrés de missionnaires et d'ethnologues, qui deviennent pour les premiers des agents de l'étranger chargés de geler des richesses minières pour constituer des réserves stratégiques. Soit dit en passant, ceci n'est pas tout à fait faux en ce qui concerne nom-

bre de missionnaires de sectes américaines (on a déjà vu ça au Guatemala), mais celles-ci n'ont jamais rien fait, à notre connaissance, pour la défense des Indiens. Les missionnaires visés par ces accusations sont d'une trempe bien particulière, et bien qu'il ne soit pas dans nos habitudes d'en dire du bien, il faut bien reconnaître qu'ils ont un rôle très positif dans la survie des Indiens brésiliens et que leur organe, le Conseil indigène missionnaire (C.M.I.), est peut-être l'institution la plus crainte des chasseurs d'Indiens, sans doute parce que, dans un pays comme le Brésil, on écoute plus particulièrement les religieux.

Ce qui est nouveau dans cette histoire, c'est que les voleurs tentent de se faire passer pour des victimes de l'impérialisme, et n'hésitent pas pour cela à user d'arguments qui appartiennent au discours révolutionnaire latino-américain, sans doute pour s'attirer la sympathie de l'opinion publique.

On a déjà connu une telle perversion de langage, autrefois, aux Etats-Unis, lorsque l'on justifiait la « conquête de l'Ouest » en déclarant que la terre n'appartient qu'à celui qui la travaille...

Plus la situation sera compliquée, plus les Indiens au-

ront de chances de s'en sortir, qu'ils soient tucanos (comme dans le cas qui nous occupe) ou qu'ils soient yanomamis ou tucaramas, pour ne citer que les plus célèbres actuellement. En effet, au jeu des alliances qui se font et se défont, ils ont une très longue expérience, acquise au cours de millénaires de guerres tribales et récemment adaptée aux ennemis nouveaux que constituent les « pionniers » de l'Amazonie : ils font jouer les ethnologues contre les missionnaires et réciproquement, les petits chercheurs contre les grosses compagnies et vice versa, les premiers contre les seconds ou le contraire, avec au besoin l'appui de la presse, trop contente de l'exotisme.

CONCLUSION. — Toutes ces histoires ne font que raviver l'éternel problème des terres indiennes, la plupart du temps en attente de délimitation. L'attentisme du gouvernement brésilien à ce sujet ne fait qu'exciter les convoitises et qu'entretenir de faux espoirs de la part des plus défavorisés, qui devraient finir par comprendre enfin (espérons-le) que les terres qui leur manquent ne sont pas celles des Indiens, mais celles des gros propriétaires, et qu'une fois de plus, ils se sont trompés de cible.

UK'AMAU

GRANDE-BRETAGNE

Occupation de Molesworth le 6 février

Au moment même où le camp de la paix de Greenham Common se meurt peu à peu, quand seul un petit noyau de femmes y assurent une présence, où les énergies autant que l'argent sont à un niveau critique, quand les visites se font rares, quand les occupants avouent appréhender de ne pouvoir passer l'hiver... un autre camp de la paix, Molesworth, se trouve sous les feux de l'actualité.

Greenham Common qui, de l'aveu même des autorités américaines a sérieusement interféré dans les exercices de déploiement des missiles de croisière, ne mérite pas de déperir oublié de tous. Ce camp représente tellement de choses pour les femmes du mouvement pacifiste britannique que beaucoup de militants tentent de le réactiver. Quoiqu'il en soit, le camp de Molesworth a pris la relève.

La prochaine manifestation d'importance organisée par le mouvement pour le désarmement nucléaire est l'occupation de Molesworth le jeudi 6 février, action directe à l'initiative du Campaign for Nuclear Disarmament (C.N.D.).

Molesworth, près d'Huntingdon, au centre du triangle formé par Cambridge, Northampton et Peterborough, est une base militaire aérienne qui fut utilisée par les forces aériennes américaines lors de la Seconde Guerre mondiale, puis abandonnée. Les installations furent remises en état, les terres étant soit utilisées par les fermiers locaux, soit laissées en friche.

Toutefois, suivant en cela une décision de l'O.T.A.N. en 1979 visant à installer les nouveaux missiles nucléaires tactiques de moyenne portée en

Europe de l'Ouest, Molesworth fut choisi comme deuxième base britannique pour le déploiement des « Cruise Missiles » (64 en l'occurrence, après les 96 de Greenham Common).

Une marche fut organisée vers Greenham Common, puis un camp établi en 1981 qui est à l'origine du célèbre camp de la paix des femmes. Depuis cette période, de nombreuses manifestations de masse ou des actions directes plus modestes y eurent lieu. Plusieurs camps de la paix se sont aussi montés à Molesworth depuis 1983... terrains d'affrontement également.

En août 1984, l'occasion des rencontres du mouvement Vert fut saisie pour procéder à des discussions et à une sen-

sibilisation (...). En avril 1985, la manifestation de Pâques du C.N.D. pris la forme d'une action directe particulièrement importante et, par la suite, le C.N.D. (son conseil national) pris l'engagement de maintenir la pression sur tous les groupes engagés de par le pays.

Le 6 février 1985 s'est déroulée une action dramatique, l'une des plus scandaleuses : en plein milieu d'un hiver rigoureux, une clôture renforcée fut installée par la police et par l'armée à l'occasion d'une action spectaculaire dirigée directement par Michael Heseltine (ministre de la Défense ayant récemment démissionné à la suite de l'affaire Westland, N.d.R.).

Le premier anniversaire sera donc marqué par la volonté de bloquer les quatre portes de la base militaire, ce par une occupation (sit-down) illégale. Ce rassemblement est organisé directement par le siège du C.N.D. à Londres, mais toute l'organisation matérielle et pratique est prise en charge par le comité régional de Nottingham. Les organisateurs reconnaissent affronter des problèmes sérieux. Molesworth est d'un accès difficile en temps ordinaire, et février est au cœur de l'hiver, de plus le 6 sera cette année en milieu de semaine. Mais ceux-ci travaillent d'arrache-pied afin de réunir le plus grand nombre de participants.

Il y a d'autres problèmes... Bien que le C.N.D., par son congrès national, a constam-

ment prôné les manifestations d'action directe, il reste réservé au sujet de telles démonstrations et se préoccupe de limiter leurs conséquences. Les documents fournis pour le blocage de Molesworth sont à cet égard remplis d'instructions sur les pratiques non-violentes, mais sont vides de conseils que les manifestants pourraient utiliser pour renforcer l'obstruction ou si possible envahir la base.

Les anarchistes sont naturellement solidaires de cette manifestation massive du 6 février et, bien qu'émettant quelques réserves, y prendront part. Ils s'attendent plutôt à une faible participation, se souvenant de l'expérience de Hyde Park (et Greenham Common) à la fin de l'année 1985.

D'après « Freedom »



Procès d'un insoumis en Belgique

KOEN HUYSMANS, insoumis de 24 ans, arrêté en août 1985, comparait le 17 janvier 1986 devant la Chambre du conseil. Son président a décidé de reporter l'affaire au 7 mars pour permettre aux deux parties de poursuivre les débats qui portent sur le fond du délit.

La désobéissance militaire, l'insoumission, est considérée comme délit politique puisque remettant en cause une institution fondamentale de l'Etat. C'est en tout cas l'argumentation essentielle de la défense qui demande que l'affaire soit portée devant la cours d'assise.

Une autre possibilité resterait que la Chambre du conseil décide de renvoyer l'affaire devant le tribunal correctionnel.

En conséquence de quoi, Koen serait poursuivi sur la base de l'art. 31 de la loi régissant le statut d'objeteur de conscience. Koen a demandé le statut en 1980, son service civil devait commencer en 1983. Il serait donc jugé sur le fait de s'être soustrait à ses obligations.

Nous reviendrons plus en détail sur cette affaire dans un prochain numéro du Monde libertaire. Quoiqu'il en soit, le groupe antimilitariste C.N.A.L. soutient Koen Huysmans dans son combat contre l'institution militaire. Pour toute information complémentaire : C.N.A.L./K.N.A.L., Kazematstraat 40, 9000 Gent, Belgique.

Relations internationales

Communiqué

La C.R.I.F.A. (Commission des relations de l'Internationale des Fédérations anarchistes) annonce avec une profonde douleur la mort du compagnon Alfonso Failla, militant prestigieux de la Federazione anarchica italiana (F.A.I.) et membre de l'Internationale dès sa fondation.

Secrétariat C.R.I.F.A.

Répression à la prison de Marion

EN 1962, lors d'une conférence à Washington entre des sociologues et des gardiens de prisons, le docteur Edward Schein prononça un discours sur le thème « L'homme contre l'homme : le lavage de cerveau ». Il a dit : « De façon à amener des changements significatifs du comportement (...) il est nécessaire d'affaiblir, de détruire lentement ou de se débarrasser des supports des vieux modèles du comportement; (...) parce que la plupart de ces supports sont l'expression confirmée du comportement et attitudes, qui sont provoqués par ceux pour lesquels des attaches émotionnelles profondes existent, il est souvent nécessaire de briser ces liens émotionnels. Cela peut être fait en déplaçant l'individu physiquement et en empêchant toute communication avec les personnes pour lesquelles il éprouve des sentiments, ou lui en faisant saisir que ceux qu'il respecte n'en sont pas dignes et, tout compte fait, il devrait être particulièrement méfiant. »

Schein donna ensuite une liste de suggestions spécifiques :

- isoler les prisonniers pour effectivement briser les liens émotionnels puissants ;
- ségrégation de tous les leaders naturels ;
- interdiction de toute activité de groupe qui ne serait pas en conformité avec les objectifs du lavage de cerveau ;

- espionner les détenus et classer toutes les données privées ;
- convaincre les prisonniers qu'ils ne peuvent avoir confiance en personne ;
- récompenser les collaborateurs et punir les résistants ;
- rétention systématique du courrier, éviter tout contact avec des personnes peu suspectes de sympathie à l'égard du régime et des méthodes de traitement ;
- désorganiser tout groupe s'organisant parmi les prisonniers ;
- utiliser les techniques d'invalidation du caractère, par exemple : humiliations, insultes, privations de sommeil, interrogatoires réguliers ;
- placer les détenus dans de nouvelles situations ambiguës, dont les règles sont délibérément floues, puis accentuer la pression de manière à ce que l'on arrive à ce qui est attendu : une reconnaissance du répit accordé. Et beaucoup d'autres suggestions encore.

Le directeur de l'époque du Bureau of Prisons (B.O.P.) déclara qu'il avait une organisation de 24 000 hommes et que « nous avions là une opportunité pour faire avancer quelques unes de ces expériences auxquelles ont fait allusion plusieurs médecins. Nous pouvons manipuler notre environnement et culture. Peut-être pouvons-nous entreprendre quelques unes

de ces techniques du docteur Schein. Faisons les choses nous-mêmes. »

Le pénitencier de Marion fut choisi comme centre d'expérimentation du B.O.P. pour utiliser ces techniques de lavage de cerveau. A ce propos, Ralph Aron, ancien maton de Marion, disait : « Le but de cette unité de Marion est de contrôler les attitudes révolutionnaires au sein du système carcéral et, par extension, dans la société. »

Toutes les méthodes de Schein ont été mises en pratique à Marion, aussi bien que dans d'autres taules. Quand des prisonniers témoignèrent devant une cour fédérale lors d'une procédure visant à faire cesser ces brutalités, l'un d'entre eux, de retour à la prison, fut expédié directement au service radiographique. Quand ce détenu demanda le pourquoi de cette situation, il lui fut répondu : « Nous avons une révolution pour toi ! », et il fut attaché à la table pendant qu'un médecin et des gardiens, se cachant derrière l'écran protecteur, l'exposèrent aux rayons X un temps interminable. Ce traitement est devenu maintenant habituel pour les prisonniers récalcitrants(...)

La prison de Marion est devenue le « Dachau » américain : la dernière expression du fascisme rampant aux Etats-Unis.

Les détenus ont des garanties, par la Constitution et la loi, de pouvoir communiquer avec les avocats et la presse. Le prisonnier Bill Dunne, qui édite un canard appelé *La Marionnette*, imprimé et distribué par un comité de soutien aux prisonniers de Marion, a goûté du manque d'enthousiasme du pouvoir devant la publication d'informations sur cette expérimentation éthologique inhumaine et fasciste sur les prisonniers.

En juillet 1985, Dunne s'est vu signifier l'interdiction du courrier. Cette décision a été prise à la suite de la réception dans son courrier d'une lettre contenant une copie du premier exemplaire de *La Marionnette*. Dunne a été entraîné dans une petite pièce, menottes aux poings derrière le dos, un garde de chaque côté, pour entendre un lieutenant lui lire un jugement stipulant que les détenus sont responsables de tout ce qui leur est envoyé ! Mis en cellule d'isolement, son ancienne cellule fut « rasée » après inventaire. On peut soutenir Bill Dunne en lui écrivant : matricule 10916-086, P.O. Box 1000, Marion, Illinois 62959, Etats-Unis. De même, on peut écrire des lettres de protestations, cette fois, au directeur du B.O.P. Norman Carlson (Directeur B.O.P., 320 First street, N.W. Washington, D.C. 20534, Etats-Unis). Ces expérimentations doivent cesser !

D'après « Bayou la Rose »

1918

La répression anti-anarchiste en U.R.S.S.

L'HISTOIRE du mouvement anarchiste est faite d'un perpétuel combat contre les interprétations des idéologies autoritaires. Quand les historiens ne nient pas tout simplement notre contribution au passé des luttes, ils pratiquent la diffamation. Que l'on songe au travail acharné de certains érudits qui a été nécessaire pour rétablir la vérité sur Makhno, considéré longtemps comme un bandit douteux.

Dans la même perspective, rappeler la répression bolchevique contre les anarchistes en avril 1918 peut permettre de corriger certaines calomnies. Cela montre aussi que la dictature en Russie ne date pas de 1921 avec Cronstadt, mais des premiers mois du pouvoir. Celui-ci n'a pas dérapé vers la fin du règne de Lénine, la tyrannie était opérationnelle dès le début.

Après la Révolution d'Octobre (en fait plutôt un putsch), les bolcheviks entreprirent la centralisation et la concentration des pouvoirs à leur profit. Sur ces mesures, ils rencontrèrent l'opposition des anarchistes russes. A Moscou et à Pétrograd, ceux-ci étaient particulièrement implantés. La Fédération anarchiste de Moscou possédait un quotidien (*Bourevestnik*, tirant à plus de 25 000 exemplaires, remplacé ensuite par *Anarkhiia*). Elle possédait plus d'une vingtaine de centres pour ses groupes. Le principal étant la Maison de l'anarchie situé à l'ancienne Chambre de commerce. La fédération utilisait ses assises pour lancer de violentes attaques contre l'étatisation en cours. Toutefois, cette attitude restait purement défensive.

Les bolcheviks provoquèrent un nouveau facteur de crise en signant le 3 mars 1918 le traité de Brest-Litovsk. Ils acceptèrent toutes les conditions exorbitantes de l'Allemagne. Cette rédition provoqua la fureur des révolutionnaires. Si les bolcheviks eurent beau jeu de rappeler aux socialistes-révolutionnaires (S.R.), plutôt militaristes, que l'armée russe était à bout de souffle, ils furent plus gênés par les propositions anarchistes visant à créer des groupes de partisans et à provoquer le sabotage. Mais les léninistes avaient trop besoin de la paix pour installer leur nouveau pouvoir. Ils ne purent supporter la multiplication des attentats anti-allemands (dans le même temps, Makhno menait une guérilla contre les Austro-Allemands en Ukraine).

Enfin, le troisième élément d'opposition entre léninistes et anarchistes vint de la prétention des premiers à exercer l'autorité. Pour cela les bolcheviks avaient créé dès les premiers jours un organisme policier « infailible » : la Tcheka. Leur revue, *Le Glaive rouge*, proclamait : « Tout nous est permis car, nous les premiers, nous avons utilisé le glaive (...) pour libérer l'humanité » (1). Très vite la Tcheka allait être l'instrument de la terreur. Devant cette menace les sections locales de la Fédération anarchiste de Moscou constituèrent des groupes armés : les Gardes noirs. Dotés d'un armement léger (fusils, grenades...), ils devaient assurer la protection des locaux et éventuellement participer à des actions. On comptait cinquante unités locales coordonnées par un état-major commun librement accepté. Cette création provoqua l'inquiétude chez les bolcheviks. On imagina même le renversement du gouvernement. Aussi, ils décidèrent de passer à l'action. Voline raconte ce qui fut préparé :

« Tout d'abord la presse communiste, sous l'ordre du gouvernement, entreprit contre les anarchistes une campagne de calomnies et de fausses accusations, de jour en jour plus violentes. En même temps, on préparait activement le terrain dans les usines, à l'armée et dans le public, par des meetings et des conférences. On tâta partout l'esprit des masses. Bientôt le gouvernement acquit la certitude qu'il pouvait compter sur ses troupes et que les masses resteraient plus ou moins indifférentes ou impuissantes. » (2).

Les bolcheviks saisirent comme prétexte la confiscation de l'automobile de l'ambassadeur américain par des Gardes noirs le 9 avril 1918. Plusieurs fois, en effet, les anarchistes russes avaient tenté de faire pression sur le diplomate afin d'obtenir la libération de révolutionnaires emprisonnés aux Etats-Unis. Volant ainsi au secours, des unités de la Tcheka, des tirailleurs lettons et un régiment passèrent à l'action.

Dans la nuit du 11 au 12 avril, vingt-six centres anarchistes furent attaqués par surprise. La résistance la plus violente vint de la Maison de l'anarchie et du monastère occupé de Donskoï. Les rouges



durent utiliser des canons pour les réduire. On dénombra à Moscou une soixantaine de morts et plus de 600 arrestations. Ainsi, six mois après la prise du pouvoir par les bolcheviks, le processus totalitaire se mettait en route. De nombreuses structures anarchistes furent dissoutes.

Les mêmes opérations eurent lieu à Pétrograd, Vologda, Vitebsk, Smolensk... Toutefois les Gardes noirs ne furent pas totalement réduits et beaucoup participèrent à la lutte désormais clandestine. Il fallut pour les bolcheviks justifier cet acte. Le procédé le plus commode fut la criminalisation. On affirma que la délinquance avait chuté de 80% après l'écrasement des Gardes noirs. Toute une littérature reprit cette thèse jusqu'à nos jours. Jean Marabini écrit en 1965 :

« Piller le jour en toute bonne conscience, mener une vie de débauche la nuit dans les cabinets particuliers de l'hôtel Métropole en compagnie des plus belles femmes aussitôt accourues, dans un luxe qui rappelle celui d'avant 1914 (les stocks de caviar et de champagne sont un produit des "réquisitions"), tout cela constitue pour des centaines de jeunes gens la " belle vie " d'une révolution palpitante. » (3).

L'écrivain Victor Serge a tenté dans un livre servile, *L'An I de la révolution russe*, de défendre la thèse officielle. Plus subtil, il déclare cependant qu'à côté de « bons » anarchistes quoique de doux rêveurs, il y avait des éléments suspects. Il cite à l'appui un texte paru le 17 mars 1918 dans *Anarkhiia* et émanant de la Fédération anarchiste de Moscou. Il y est déclaré que toute décision des Gardes noirs devaient être écrite et signée par les responsables. Des excès auraient été commis, en conclut Victor Serge, par exemple des appropriations de biens. Bref les Gardes noirs auraient sombré dans le banditisme (4).

Cette théorie reprise par l'historien Paul Avrich amène plusieurs réponses : d'abord les seules expropriations tolérées à l'époque par les anarchistes consistaient dans la saisie des riches propriétés (pour les locaux) et autres actes à caractère militant. Des vols furent en effet commis, mais par des individus prenant le nom des Gardes noirs. Ces actes furent vigoureusement combattus. Le conseil de la fédération anarchiste déclara d'ailleurs à ce sujet « ne tolérer aucune réquisition à des fins d'enrichissement personnel ». La mesure citée par Victor Serge précisait donc clairement les choses : éviter toute utilisation du nom. Il faut signaler aussi que les historiens marxistes font l'amalgame entre ces vols sans rapport direct et les actes militants violents. Assimiler à du banditisme la réquisition de locaux ou de la voiture d'un ambassadeur américain est étonnant, lorsqu'on affirme d'autre part être les seuls révolutionnaires !

Les mêmes s'indignèrent lorsque le monde capitaliste montra le nouveau régime de façon apocalyptique alors qu'ils ne pratiquaient pas de façon très différentes avec les anarchistes. Enfin rappelons que sous le tsarisme, presque tous les groupes révolutionnaires pratiquaient l'action violente et les fameuses « ex » (expropriations). Staline lui-même aurait

participé à un hold-up (5). Une fois au pouvoir, les bolcheviks se mirent à condamner toute « ex » ou attentat alors que pour les anarchistes la révolution restait à faire.

Victor Serge ne résiste pas à donner le vrai motif de l'écrasement des Gardes noirs : « En cette période de disette, la démagogie sincère des propagandistes libertaires trouvait bon accueil parmi les éléments arriérés (sic) de la population » (4). En clair, les anarchistes risquaient de mobiliser la population mécontente contre les bolcheviks.

Il faut noter que la plupart des dirigeants ont assumé la répression. Lénine déclara dans un entretien avec Makhno :

« — Si nous avons été obligés, me dit Lénine, de prendre des mesures énergiques pour déloger les anarchistes de l'hôtel particulier qu'ils occupaient (...) et où ils cachaient certains bandits locaux ou de passage, la responsabilité n'en incombe pas à nous, mais aux anarchistes qui s'étaient installés là. D'ailleurs nous ne les tracasserons plus. Vous devez savoir qu'ils ont été autorisés à occuper un autre immeuble non loin (...) et qu'ils sont libres de travailler comme ils l'entendent. »

« — Avez-vous des indices, demandais-je au camarade Lénine, établissant que les anarchistes auraient donné asile à des bandits ? »

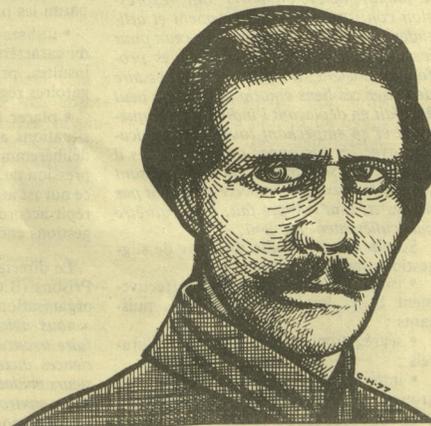
« — Oui, la commission extraordinaire (la Tcheka) les a recueillis et vérifiés. » (6)

Précisons que lors de cette entrevue, Lénine décerna à Makhno le brevet de véritable révolutionnaire, en opposition donc avec ces Gardes noirs. Puis, peu de temps après, il le fera mettre hors-la-loi sous l'accusation de bandit et de contre-révolutionnaire. Le procédé de criminalisation était donc l'usage. Quant au sérieux des vérifications de la Tcheka, elles seront mises en cause par des militants bolcheviks lorsque cet organisme s'intéressera au parti lui-même !

Si les Gardes noirs étaient des criminels, comment expliquer la réprobation dans les milieux révolutionnaires internationaux après le 12 avril 1918 ? Cette condamnation contraignit d'ailleurs les bolcheviks à ralentir un temps la répression. En fait les Gardes noirs pouvaient défendre un mouvement anarchiste russe bien hésitant par rapport à ses potentialités (7). D'où leur élimination. D'anciens Gardes noirs menèrent la résistance par la suite. En septembre 1921, la Tcheka fusilla l'un d'entre eux, Lev Tchernyi, ainsi qu'un poète, Fania Baron. Cette fois les exécutions provoquèrent l'écœurement et des protestations en Russie et à l'étranger. Hommage significatif à l'un de ceux que l'on avait voulu faire passer pour des pillards.

YVES
(Gr. Florès-Magon)

- (1) Michel Heller, « Le K.G.B. », l'« Histoire » n°68, p. 70.
(2) Voline, « La Révolution inconnue », Paris 1972, p. 43.
(3) J. Marabini, « La Vie quotidienne à Moscou sous la révolution d'octobre », Hachette, Paris 1965, p. 193.
(4) Victor Serge, « L'An I de la révolution russe », édition de 1965 (Delphes), pp. 288-293.
(5) J. Baynac, « Les socialistes-révolutionnaires », p. 226.
(6) N. Makhno, « Rencontre avec Lénine », dans plusieurs ouvrages comme « Ni Dieu ni maître », en vente à la librairie du Monde libertaire.
(7) De l'aveu de la plupart des militants ayant vécu cette période.



« L'Aieul » de Anis Fakinos

DANS ses romans, depuis *Les derniers barbares*, publié au Seuil en 1969, jusqu'à *L'Aieul* (1), édité en octobre dernier, Anis Fakinos évoque une fois de plus le combat de l'homme. Combat pour sa dignité, pour sa liberté, pour vivre. L'homme est jeté dans des luttes que l'existence apporte.

L'Aieul est l'histoire d'un homme farouchement libre et seul. L'histoire de l'homme qui veut changer non pas le monde, mais sa destinée. Cette épopée, que nous vivons seul avec Photinos, est un roman au cours duquel se trame une histoire vraie. Des personnages pour qui la terre n'a pas de maître. Des hommes qui apprennent à lutter pour l'essentiel avec des sentiments simples mais rudes de la vie paysanne grecque : le courage, la lutte, la révolte, la générosité, l'amour et la solidarité.

Une fresque historique où le temps mythique de la Grèce rurale du XIX^e siècle glisse de toute évidence vers le romanesque, vers un besoin de rendre le discours social. Un pont entre hier et demain par le biais de l'auteur (l'aède) pour perpétuer les luttes et les volontés des paysans grecs.

Histoire d'un homme, histoire aussi d'une humanité profonde. Récit aussi d'une réalité quotidienne en reconnaissant un ordre irrefutable qui n'est pas celui de l'Etat mais des rapports entre les individus. Aussi la position symbolique de la femme, rapport entre la femme et l'homme, entre la nature et la femme, mythe de la générosité, de la fécondité, de la vie, de la dignité, du courage ; le non-dit comme un hors-champs du monde dont A. Fakinos aime nous répéter l'importance.

Cette évocation de la vie de Photinos, l'auteur tente d'en résoudre l'énigme en exhumant les souvenirs comme il le fit déjà pour son grand-père dans son précédent recueil *Récit des temps perdus* (2), où la force et la sensibilité du roman tenait à la fois des silences contenus, retenus dans des pensées essentielles, et à la ténacité qu'offrait Vanguelidis à travers, sa vie. L'essentiel fait aussi parti de ce livre. Point de fioriture pour ceux qui se battaient pour manger.

Représentation de la vie au travers du quotidien, le corps à corps contre l'Etat organisational

tionnel spoliant au fur et à mesure de son extension. La rage mais point l'impuissance, un équilibre des forces limite, toujours remis en cause, la révolte pour que tous soient conscients de leur devenir, une philosophie façonnée par des personnages doués d'une humanité, d'une exigence morale et d'un amour de la vie.

JEAN-FRANÇOIS
(Gr. du XI^e)

(1) *L'Aieul*, Anis Fakinos, éditions du Seuil, 1985.

(2) *Récit des temps perdus*, Anis Fakinos, éditions du Seuil, 1983. Les deux ouvrages sont en vente à la librairie du Monde libertaire.

« Agatha »

IL y a tout d'abord les premiers instants de la pièce, le décor, la lumière, la mise en scène et puis enfin les premiers mots prononcés, qui nous font reconnaître immédiatement l'atmosphère propre à Marguerite Duras. Il va de soi que c'est un compliment pour Michael Lonsdale, le metteur en scène, qui par ailleurs en tant que comédien, connaît fort bien M.D. pour avoir participé à une bonne partie de son œuvre (*Détruire dit-elle*, *India Song*, *Eden cinéma*, *Le navire Night*, etc.).

Bien sûr nous sommes dans le carré du Tourtour, mais nous sommes pourtant dans une de ces grandes maisons normandes, non loin de la mer, dans laquelle on ne vit pas habituellement — les meubles sont recouverts de draps. C'est la villa Agatha.

Agatha est aussi le nom d'une femme. Elle et son frère s'aiment d'un amour parfait et elle lui a

donné rendez-vous là, pour le quitter, se séparer, pour toujours. Sans doute est-ce par fidélité, mais la séparation est violence.

On trouve là, en représentation, les silences qui parlent, la fulgurante brillante des propos banaux échangés dans un jeu de rapports de force entre deux individus, caractéristiques authentiques de l'œuvre durassienne. L'ironie aussi est durassienne. Alors que l'interprétation ne pouvait vraiment qu'être orthodoxe ou ratée, elle est effectivement réussie.

G.L.

Théâtre du Tourtour, 20, rue Quincampoix, 20 h 30 (relâche dimanche et lundi) jusqu'au 5 avril (tél. : 48.87.82.48).

Rencontres autogérées à l'U.S.I.N.E.

AVIS à tous les apaches !, ça bouge dans le petit monde des labels et des fanzines. Toujours plus de nouveautés, toujours plus de musique contre la morosité et l'ennui, contre les policiers sinistres et les prêtres du Dieu-Fric !



Tapage nocturne

Le 8 février, à l'U.S.I.N.E., un des derniers squatts dynamiques de la capitale, se tiendront les Rencontres autogérées. Tous les labels, tous les groupes, tous les fanzines sont attendus à parti de midi. Comme le nom l'indique, ces rencontres se dérouleront sans autres organisateurs que les participants eux-mêmes (y'a pas besoin d'organisateur pour faire la fête !).

Donc à chacun de se débrouiller pour installer son stand, pour contacter d'autres gens, pour faire circuler l'information partout, afin que cette journée soit vraiment une réussite. Bref, on prend ses affaires en main et c'est pas triste ! Pour se rendre à l'U.S.I.N.E. : 15, rue Kléber, Montreuil-sous-Bois (métro : Croix-de-Chavaux). Il y aura également à boire et à manger... que demande le peuple ?

GIL
(Gr. Libertad)

Programme de Radio-Libertaire

Jeudi 6 février

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : nouveautés et rééditions (plus chanteuses de blues [suite et fin]).
« Emission spéciale » (14 h à 15 h 30) : discours des aliénistes au lendemain de la Commune à propos des communs.
« Antiracisme » (20 h 45 à 22 h 30) : l'Afrique du Sud (historique). La demie heure contre le racisme et pour l'anarchisme.

Vendredi 7 février

« Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : informations et revue de presse.
« Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : panorama des musiques asiatiques.
« Palais de police » (15 h 30 à 17 h) : les dossiers de police...

Samedi 8 février

« Le père Peinard » (11 h à 12 h) : le socialisme des intellectuels (suite) avec Robert Guérin et Paul Chenard.
« Chroniques syndicales » (12 h à 14 h) : dérèglement du transport et film vidéo contre la flexibilité.
« De bouche à orteils » (15 h 30 à 17 h 30) : France Valmore est invitée.

Dimanche 9 février

« Folk à lier » (12 h à 14 h) : spécial Grèce en deux parties : une traditionnelle et l'autre moderne.
« Trisomie 21 » (20 h 30 à 22 h 30) : reggae, les problèmes de production ; news from London ; spécial « Beggars Banquet ».

Lundi 10 février

« Musiques black » (16 h à 18 h) : le panorama des musiques africaines, antillaises...

Mardi 11 février

« Chroniques syndicales » (18 h 30 à 20 h 30) : la Caisse d'épargne.

Mercredi 12 février

« Allons z'enfants » (17 h à 18 h) : actualité antimilitariste et antipatriotique ou (sous réserve) « Les services secrets militaires » avec Pierre Martial (éditions Avis de Recherche).

Bondage records

FACE aux multinationales du disque (C.B.S., E.M.I., Barclay, etc.) se sont multipliés ces cinq dernières années de petits labels, des petites maisons de production ; histoire de contrer le système mis en place depuis belle lurette. Certains de ces petits labels n'aspirent qu'à devenir de grosses maisons de disques (New Rose, par exemple), d'autres éditent des disques par simple plaisir d'esthètes (« Invitation au suicide » et « Sordide Sentimental » pour la cold wave et l'industriel, « Closer » pour le rock australien, etc.). D'autres enfin mêlent le plaisir à une démarche alternative et politique, c'est le cas de Bondage Records (1) qui vient de sortir quatre nouveautés qui valent le détour.

Les Béruriers noirs, d'abord, qu'il n'est peut-être plus besoin de présenter ici, qu'on a pu voir à Beaubourg en soutien aux insoumis ou à Toulouse contre Le Pen. Ils nous ont gratifié pour Noël d'un maxi 45-tours, « Joyeux Merdier », décapant, rigolo et dansant : quatre titres pour se réchauffer sur des paroles pas connes.

Nuclear Device, un groupe du Mans, sort un 33-tours « Tonnerre à la Une », mélan-

geant le français et l'espagnol, la salsa, le reggae et le punk tendance Clash 1977, pour nous parler de l'Espagne 36, du Chili, du racisme, de l'apartheid, sur une musique agréable. Comme quoi, nul n'est obligé de faire une musique ennuyeuse pour parler politique.

Ensuite viennent deux compilations. La première concoctée par le fanzine *Alerte rouge*, « Rock Army Fraktion », rassemble les groupes préférés de ce journal. J'aurais pas mal de critiques à faire, notamment que c'est un peu trop rouge à mon goût, que la tronche de Lénine en couverture n'arrange pas les choses et que le choix des groupes anglais n'est pas toujours heureux (Neurotics, carrément ment on y retrouve des groupes comme Haine brigade, les Kamioneurs du Suicide, Kid Bravo, Nuclear Device... et rien que pour ça, on ne peut que saluer la démarche du fanzine.

Enfin, quatrième disque et deuxième compilation, celle du label Visa (2), un label de cassettes souvent fort bien faites, avec un choix de groupes judicieux, agréables et intéressants. Cette compilation est un peu comme un catalogue du

label puisqu'on y retrouve presque chaque groupe proposé en cassette (A.R.T., Lukrate Milk, Die Bunker, Nome Rath, Shock Corridor, K.U.K.L., etc.). Un disque très beau, froid, noir, comme un instantané de la musique actuelle.

Bondage Records et Visa vont prochainement sortir une nouvelle compilation, cette fois contre l'apartheid... on en reparlera.

Enfin, Bondage Records s'est associé avec deux labels alternatifs, Visa et P.P.P. (marques industrielles), pour essayer de développer ce genre de musiques et surtout pour augmenter la diffusion en créant un réseau avec certains fanzines notamment.

Voilà, si vous aviez des problèmes devant les bacs des disques, si vous en aviez ras-le-bol de devoir choisir entre un groupe-guimauve et un chanteur-eau de rose, c'était quelques disques qui pourraient vous satisfaire, surtout que Bondage Records tire sur les prix et essaye que les disques ne soient pas trop chers.

J.-P. LEVARAY

(1) Bondage Records, 70, rue Romain-Rolland, 91550 Paray-Vielleville-Poste.

(2) Visa, 17, rue Raspail, 93100 Montreuil.

La campagne électorale est ouverte

« Gros Cul » et ses acolytes entrent en piste

CA y est ! Les uns après les autres, ils se manifestent à la lucarne de votre télévision à l'heure de la digestion. Vous les avez vu, bien sûr. Ils ressemblent comme deux gouttes d'eau à leurs prédécesseurs, ceux qui au cours de votre existence vous ont suivi pas à pas en vous promettant la lune. Pas tout à fait cependant ! Ma génération a connu de grands fauves de la politique et mes oreilles retentissent encore des éclats de voix où le talent n'était pas absent, où l'invective donnait l'impression, je dis bien l'impression, de sincérité. Les nôtres fonctionnent un ton en dessous ! Ils semblent harassés. Leurs mols propos prêtent à rire plutôt qu'à s'indigner. Ils sont à l'image de la société : fatigués de ne rien dire à travers un flot de paroles qui se déversent avec la constance de l'eau de votre robinet.

Gauche, droite... gauche, droite ! Ils ne leur restent plus rien à mouder pour alimenter l'économie du pays tributaire de l'état de santé du capitalisme mondial. Parfois les fluctuations de cette économie, comme par exemple la baisse du dollar ou du pétrole, divine surprise à laquelle ils sont étrangers, leur donne un peu de souffle... pour combien de temps d'ailleurs ? Nous les voyons plastronner sur le devant de la scène, avant qu'un nouvel avatar de l'économie les renvoie la queue basse dans les coulisses.

L'économie qui consiste à produire, vendre, répartir les bénéfices entre les citoyens leur échappe complètement, et sur le fond leur seule préoccupation, quelque soit l'état de santé du revenu national, consiste à préserver les différences économiques dont jouissent les classes dirigeantes qui les maintiennent au pouvoir. Car pour eux, seul le pouvoir compte avec les avantages matériels ou moraux qu'il procure !

Cette bataille électorale qui ne touche pas au fondement de l'économie est une bataille entre le personnel politique, entre des clans politiques, et à l'intérieur des clans politiques entre des hommes pour lesquels ce combat qui, autrefois fut

noble, n'est plus qu'un combat d'épiciers manipulant les étiquettes au grés de la conjoncture.

Naturellement pour justifier cet affrontement de pacotille, qu'on voudrait nous faire prendre pour le combat des Horaces contre les Curiaces, les uns comme les autres se servent des problèmes sociaux qui se posent à la société. Ça se traduit par un peu d'augmentation des salaires de la part de la gauche, un peu de dégrèvement des impôts sur les fortunes de la part de la droite : de la démagogie partout ! C'est sans danger et nous l'avons bien vu, car si on ne touche pas aux mécanismes de répartition du système capitaliste, après avoir dispensé des largesses les premiers mois d'une législature, le système se redresse tout naturellement de lui-même et se rétablit dans une répartition identique des revenus d'avant les élections ! Un mauvais moment à passer, sans plus !



« Gros Cul »

Cependant tout le monde n'est pas persuadé de la pérennité de cette loi du marché. Surtout parmi la petite bourgeoisie pétrocharde qui chaque matin s'inquiète dans son quotidien de l'état de santé de la Bourse. « Et si les avantages acquis par les travailleurs n'étaient pas rattrapés par le mécanisme du système ? » Effroyable !

C'est « Gros Cul », je veux parler de Barre qu'une chômeuse a si magistralement défini, c'est « Gros Cul » donc qui se fait l'écho de l'inquiétude de la portion centrale de la population, celle constituée

par des nantis ou par ceux qui postulent à le devenir. C'est sa façon à lui, « le meilleur économiste de France », non pas de faire bouger les conditions économiques des citoyens, mais de se servir des inquiétudes suscitées parmi la classe moyenne pour asseoir sa situation politique, se donner des allures de sage et préparer sa candidature aux présidentielles. Il joue la sécurité qui naturellement le place en point de mire pour l'électorat qu'il vise mais le marginalise parmi les requins qui guettent la même proie.

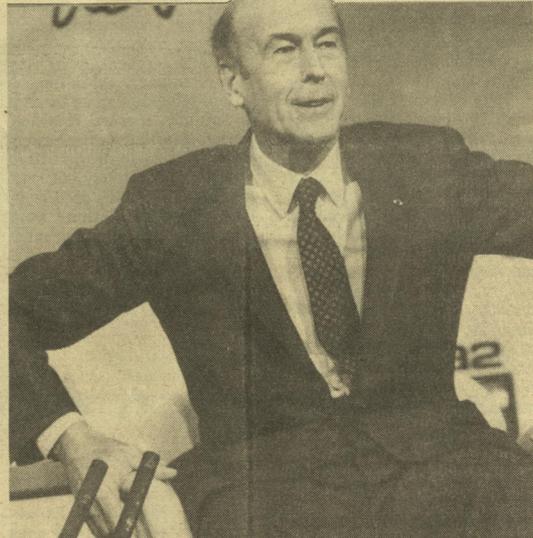
Je le regardais l'autre soir à la télévision, carré dans son fauteuil, avec une suffisance effrontée et sur le visage le sourire supérieur des imbéciles. Je pensais à monsieur Homais le bonasse qui peut prendre lorsque son intérêt est en jeu le visage de monsieur Thiers, le massacreur ! Bien sûr, il n'est pas seul, il y a les autres ! Les autres ils sont de structure archi-convenue, alors que lui, Barre, est un phénomène d'époque.

Les autres ? Un vieux jeune homme, Chirac, un échassier repus par les fricassées politiques et aigri par l'ambition sans cesse reportée à plus tard d'être enfin à l'Élysée. Celui-là comme Clémenceau (mais ne comparons pas un grand carnassier avec un matou coupé), il passera à côté du fauteuil de velours aux clous dorés. Le dos maintenant vouté, il galope à travers le pays de ville en ville pour parler à des convaincus ; les autres restent chez eux devant leur télévision. Celui-là aussi est un cas ! Grande carcasse agitée, ombre de ce qu'il aurait voulu être, il flotte dans la tunique de de Gaulle trop grande pour lui. Ce qui l'attend en cas de victoire de la droite c'est un second rôle, celui de Premier ministre sous l'œil du florentin Mitterrand qui ne lui fera aucun cadeau !

Giscard

Enfin Giscard ! Celui-là il nous vient de la nuit des temps. On croit déjà avoir aperçu sa silhouette filiforme peinte sur les murs des cavernes de la préhistoire dansant nu devant les demoiselles. Giscard et Clermont-Ferrand ! Le rendez-vous de la dernière chance pour tous ces vautours qui se disputent nos dernières graisses et doivent faire face à d'autres personnages dont seule l'étiquette diffère.

Lorsqu'il parle de la France, la bouche de Giscard s'arrondit en cul de poule. La France c'est sa chose à lui, le nobliau de deuxième main. Ce rendez-vous de Clermont-Ferrand, on n'y croit pas et c'est dommage car voir ces trois personnages en tête à tête, défendant leur job et s'évertuant à se rouler mutuellement, c'était un spectacle à ne pas manquer. Gis-



card, lui, on le connaît comme un maître de ballet virevoltant à travers l'appareil politique en faisant des grâces ! Son temps est fini et il le sait bien comme il sait que le ministère des Finances, qu'on lui jettera peut-être comme un os à ronger, ne pourra que confirmer la dégradation du personnage devant le public. Comme tous ces zigotus usés par la politique, il joue les fédérateurs placés par l'histoire au-dessus des contingences, mais son auréole en carton pâte a bien du mal à résister aux bourrasques de la campagne électorale.

En réalité, quelque soit les personnages qui sortiront des urnes, il ne sortira rien de cette consultation électorale sinon des pleurs et des grincements de dents ! Ce morcèlement, cette médiocrité, cette incapacité du personnel politique professionnel risque cependant d'indisposer les véritables patrons du pouvoir économique, ces hommes qui ne sont pas sur le devant de la scène mais qui tirent les ficelles de tous ces polichinels, qui les entretiennent comme le mac entretient sa gagueuse, et qui leur distribuent des sommes folles pour des campagnes électorales médiocres qui ne trompent plus que ceux qui veulent bien être trompés. C'est alors que le jeu devient dangereux et ce fric dépensé pour redorer le blason de Marianne peut être dirigé vers un gros bras du genre Hitler ou Staline pour mettre tout ce joli monde à la raison !

Et la gauche ?

Mais la gauche, me direz-vous ? La gauche, elle fait la politique de la droite. Je ne suis plus seul à le dire aujourd'hui ! Avant d'être poussé aux mesures extrêmes, le système capitaliste joue sur deux tableaux : un coup à gauche, un coup à droite ; la logique de l'équili-

bre du système, comme je l'ai écrit précédemment, rétablissant les équilibres, gommant les revendications fâcheusement promises et modérant les appétits du libéralisme échevelé.

Ça peut durer encore un moment. Comme les carnes, le système a de la ressource. Et aujourd'hui compter sur le public pour mettre tous ces galvaudeux à la raison serait une erreur. Le public écœuré regarde toutes ces pantalonnades électorales en essayant de se glisser dans un coup ! Epouvantés, les politiciens professionnels de toutes nuances essayent de prendre le vent. Regardez-les galopant à travers tout le pays à la recherche d'une circonscription... c'est attendrissant, non ?

Période de décadence des esprits qui ressemble fort à celle que connut l'Empire romain pris à la gorge par les barbares et soudoyant leurs chefs qui finalement les remplaceront ! Oui, je sais, je l'ai déjà dit ! Mais on ne le dira jamais assez, pour faire comprendre que face à la décomposition d'une civilisation il n'y a pas de solution à l'intérieur du système. Celui-ci est telle une vieille tunique délavée par les orages, à peine a-t-on rafistolé un accroc qu'il se déchire un peu plus loin. Et les vieilles barbes du journalisme aux ordres peuvent bien appeler ce raccommodage du modernisme et cracher sur le mouvement ouvrier, le système est entré dans sa phase de décomposition.

Les élections qui se préparent n'avanceront ni ne reculeront la décadence du système, elles la souligneront sans plus. Mais elles seront un avertissement aux hommes de bonne volonté, les informant que le temps est venu de rompre avec tous ces personnages de comédie et, avec des matériaux neufs, de construire un monde différent.

MAURICE JOYEUX

